



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

# LE SOLEIL

QUÉBEC, LE JEUDI 7 SEPTEMBRE 2000

www.lesoleil.com

ENTREVUE D'ALLAN ROCK  
AU SOLEIL

## Santé: Ottawa se fait flexible

RAYMOND GIROUX  
Le Soleil

■ OTTAWA — À quelques jours de la conférence des premiers ministres sur la santé, Ottawa prend le virage de l'ouverture. Souplesse, flexibilité et respect des compétences des provinces, voilà les thèmes privilégiés par le ministre de la Santé, Allan Rock, en entrevue au SOLEIL, hier.

M. Rock souhaite au plus haut point que le Québec signe la déclaration de principe qu'Ottawa exige de tous avant de remettre quelque 18 milliards de dollars dans le financement du régime de santé. Lui-même refuse toute querelle sur la publicité du gouvernement Bouchard, la semaine dernière, contre l'« odieux chantage » à l'argent de la santé, préférant citer le nouveau climat qui lui semble régner sur les négociations.

Interrogé sur les raisons qui pousseraient à une entente avec toutes les provinces, alors que l'union sociale s'est faite en février 1999 en l'absence du Québec, M. Rock soutient que la priorité qu'accordent les citoyens à la question de la santé a changé la donne.

Allan Rock refuse toute querelle sur la publicité de Québec

Voir SANTÉ en A 2 >

## Victor-Lévy Beaulieu accusé de menaces de mort

MARC LAROUCHE  
Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — L'auteur du téléroman *Bouscotte* et homme de théâtre, Victor-Lévy Beaulieu de Trois-Pistoles, au Bas-Saint-Laurent, fait face à une accusation criminelle de menaces. Le libellé de la plainte enregistrée par un agent de la SQ, indique que les événements se seraient produits le 3 juillet.

Selon nos informations, les menaces, dont on ne connaît pas la teneur, auraient été proférées à l'endroit de son frère Jean-Claude, en l'absence de celui-ci. Quelqu'un se trouvant sur les lieux à ce moment et ayant entendu les paroles de VLB aurait avisé les policiers. Il est aussi possible que l'individu en question en ait parlé à une tierce personne qui a cru bon d'alerter les agents.

Des menaces à l'endroit de son frère, en l'absence de celui-ci

L'agent Camille Tanguay de la SQ de la MRC des Basques, affirme que M. Beaulieu a été rencontré par un enquêteur le lendemain, soit le 4 juillet. Il n'a pas été arrêté ni détenu. « Le fait d'arrêter et d'incarcérer préven-

Voir VLB en A 2 >

## Tout ça n'est que du cinéma



LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Qu'arrive-t-il lorsqu'un aviateur argentin s'écrase dans un petit village du Québec? Le dernier projet du réalisateur André Melançon, « Le ciel sur la tête », apportera la réponse à cette question dès l'automne 2001. En attendant la sortie en salle de ce long métrage, le tournage se poursuit ces jours-ci, à Saint-Laurent, sur l'île d'Orléans. LE SOLEIL s'est rendu hier sur le plateau du film, qui mettra en vedette Serge Dupire (en bas à gauche), Maka Kotto (au centre), Daniel Fanego (à droite), Marc Messier (en haut à droite) et bien d'autres. À lire en C 3.

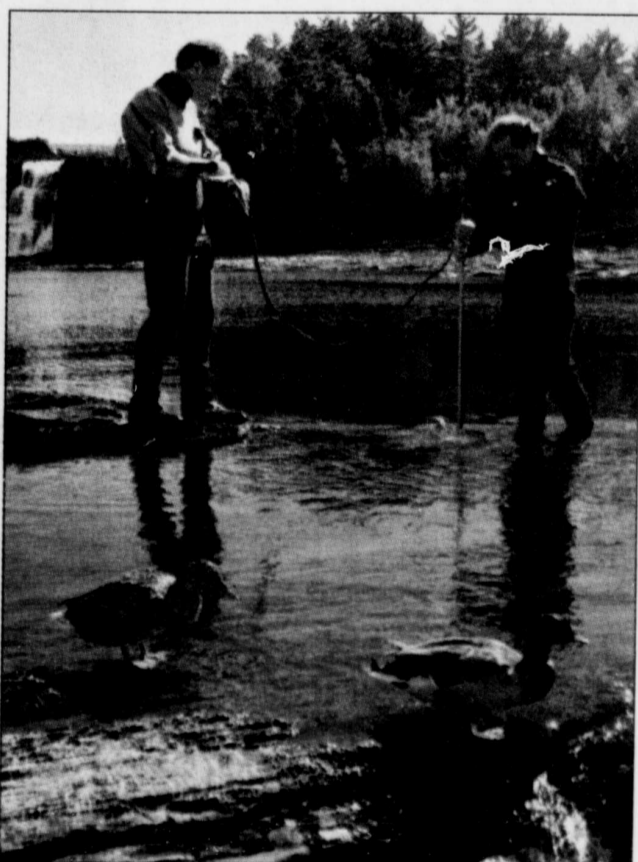
## Coûteuse défaite pour MP3.com

NEW YORK, (d'après AFP, AP) — Le site américain de musique MP3.com a subi une lourde défaite juridique hier face à l'industrie du disque. Le juge Jed Rakoff l'a condamné à payer à Universal Music Group la somme de 25 000 \$ US en droits d'auteur pour chaque CD reproduit sur Internet. La facture pourrait grimper jusqu'à 250 M \$ US.

« L'accusé a délibérément enfreint les droits d'auteur des plaignants », a saisi Universal Music, filiale du groupe canadien Seagram, a conclu le juge Rakoff à New York, dans la deuxième phase d'un procès intenté en janvier. « L'ampleur de cette violation est très grande », a-t-il ajouté.

Voir MP3.COM en A 2 >

## Les chutes à sec!



LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

La firme Innergex a soumis les chutes de la Chaudière au débit de nuit et d'hiver, hier, histoire de procéder aux mesures d'impact sur l'habitat des poissons qu'exige maintenant le ministère de l'Environnement. Les détails en page A-8

## Délit d'initié

P longée dans un bain de gruaux, la fille attrape avec ses dents des petits cubes de plastique au grand plaisir des spectateurs déchainés.

Vous aurez deviné que la scène ne se déroule pas dans un colloque ayant pour thème la place du sacré dans la dentelle flamande de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Nous avons atterri à l'initiation des nouveaux étudiants en psychologie de l'Université Laval, mardi soir, dans un champ de luzerne de Saint-Henri-de-Lévis.

Les futurs psychologues s'amuse comme des fous, couverts de moutarde, de bière et de gruaux. Les organisateurs les ont même déguisés en bactérie E. coli, pour rendre hommage à un professeur quelque peu taré.

Ne me demandez surtout pas à quoi ressemble un apprenti psychologue avec un costume de bactérie sur le dos. On reparlera de cela plus tard. Sinon, on n'en sortira jamais.

Contentons-nous de préciser que personne ne leur a tordu les bras. L'ac-



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

## L'initiation est volontaire: les trois quarts des nouveaux étudiants y participent

tivité se déroule sur une base volontaire. Les trois quarts des nouveaux étudiants au baccalauréat ont répondu spontanément à l'invitation.

Ça vous étonne?

Voir DÉLIT en A 2 >

PERREULT VEUT "COLORER"  
LA CAPITALE



LA MÉTÉO



Maximum 21, minimum 10

Ensoleillé avec passages nuageux. Demain, ennuagement le matin, suivi de 40% de probabilités d'averses. Détails page D 7

QUÉBEC,

104<sup>e</sup> ANNÉE, N° x

FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTRÉAL,

OTTAWA 87¢ PLUS

TAXES

65¢ PLUS

TAXES

JEUDI



**Cobra**  
Radio de communication  
personnelle  
• Distance jusqu'à 3 km  
• 14 canaux  
• Attache ceinture incluse  
• Garantie 2 ans  
la paire  
119\$ la paire

# La clef de sol

840, rue Bouvier 627-0840

\* Sujet à l'approbation du service de crédit. Programme de paiements par mensualité. Le taux d'intérêt est de 13,5%. Exemple: Pour un montant de 400\$, les frais du consommateur seront de 88\$ (36 mois pour une obligation du consommateur de 488\$).

INTEL 833 MHz  
MONITEUR 15"  
4238\$  
1249\$

## SANTÉ Net virage

Suite de la Une

Il s'agit d'une préoccupation majeure, dit-il, et les problèmes sont les mêmes partout, dans toutes les régions du pays.

Le plus récent échange de lettres entre les premiers ministres Jean Chrétien et Mike Harris, de l'Ontario, marque en effet un net virage. Ottawa reconnaissant que le projet de reddition de comptes aux citoyens ne voulait surtout pas dire que les provinces faisaient rapport de leurs activités au gouvernement fédéral.

Il n'y a aucun lien d'autorité entre les deux paliers de gouvernement sur cette procédure, a dit M. Rock. « La livraison des services de santé est de la responsabilité exclusive des provinces », lance le ministre, soucieux d'éviter toute équivoque et fort sensible aux demandes québécoises sur le respect des champs de juridiction.

Au moment de l'entrevue, les sous-ministres de la Santé provinciaux et leur homologue fédéral tenaient une rencontre de négociations sur le contenu du document que leurs patrons remettront aux premiers ministres à temps pour le dîner d'ouverture de la conférence, prévu pour dimanche, à la résidence de Jean Chrétien.

Mieux encore, M. Rock ouvre la porte à un financement élargi de la santé, tout en prenant bien soin de préciser en tout respect de la hiérarchie, que les questions de gros sous se discutent à la table des premiers ministres, et non à celle des ministres de la Santé. Le financement des « projets ciblés », selon le jargon officiel, ne s'inscrit pas nécessairement dans les sommes prévues pour le rattrapage et pourrait donc se marchander à la table à dîner du 24, Sussex.

Le débat en cours porte d'abord et avant tout sur le retour intégral au niveau de financement précédant les coupures budgétaires de 1994-1995. Québec recevrait à ce titre plus de un milliard de dollars par année.

Mais Ottawa refuse de redistribuer ces montants à l'aveuglette. Le ministre fédéral exige une vision commune de l'avenir des services de santé, l'établissement d'une liste de priorités et une série de projets ciblés comme l'utilisation des nouvelles technologies de l'information pour les dossiers médicaux.

Ces priorités et ces objectifs, dit-il, se discutent et se négocient avec les provinces. Débattre des besoins d'infrastructures, par exemple, ne constitue pas à ses yeux une ingérence dans les affaires des provinces, insiste le ministre.

Le « consensus » de Winnipeg, signé par Lucien Bouchard et tous les autres premiers ministres, le 11 août dernier, reconnaît d'ailleurs un rôle au gouvernement fédéral dans « la promotion de la santé et du mieux-être des Canadiens », en plus de son rôle dans le financement, la péréquation, la réglementation sur les aliments et les médicaments, la recherche et les services aux autochtones.

### RÉFLEXION

On ne meurt qu'une fois, mais pour longtemps (Molière)

### TABLE DES MATIÈRES

<b>CAHIER A</b>	
La Capitale.....	3 à 9
Le Québec et le Canada.....	10 à 14
<b>CAHIER B</b>	
Questions d'argent.....	1 à 10
Bourses.....	4 à 6
Opinions.....	8
Le Monde.....	9

<b>CAHIER C</b>	
Actualités Magazine.....	1 et 2
Télévision.....	2
Arts et spectacles.....	3 à 12
Votre agenda.....	4
Annonces classées.....	6 à 10
Décès.....	10 et 11

<b>CAHIER D SPORTS</b>	
François Gagnon.....	1
Statistiques.....	2 et 4
Divertissements.....	7

<b>SERVICES</b>	
Abonnements.....	686-3344
	1-800-463-2362
Annonces classées.....	686-3311
Carrières et Professions.....	686-3270
Internet.....	www.lesoleil.com
Promotion.....	686-3342
Publicité Détaillants.....	686-3435
Publicité générale.....	686-3270
Rédaction.....	686-3394
Renseignements.....	686-3233

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division de Compagnie UniMédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hugues-Randoin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

## MP3.COM Délibéré

Suite de la Une

La notion d'action « délibérée » va jouer un rôle fondamental dans le montant des dommages et intérêts que la compagnie californienne devra payer, et qui sera déterminé dans la phase finale du procès, prévue pour novembre.

Le juge Rakoff, invoquant des « circonstances atténuantes » pour MP3.com, a fixé les dommages à 25 000 \$ US par CD reproduit par le site sur Internet. La fourchette possible de dommages et intérêts allait de 500 \$ à 150 000 \$ par CD, a-t-il précisé.

La veille, l'avocat de MP3.com, Michael Rhodes, avait mentionné qu'une sentence de plus de 500 \$ par CD serait « mortelle ». A sa sortie du tribunal, hier, il n'avait pas changé d'avis: « Faites le calcul », a-t-il simplement commenté.

Le chef de la direction de MP3.com, Michael Robertson, a promis d'en appeler.

### BASE DE DONNÉES

MP3.com pourrait bien avoir à acquitter 125 M à 250 M \$ pour les quelque 5000 à 10 000 CD d'Universal « copiés » dans sa banque de musique.

Le nombre exact de CD concernés sera déterminé lors de la phase finale du procès, et la société MP3.com l'a estimé à quelque 4700 CD. Universal Music réclame des dommages de 450 M \$.

Universal, un des géants de l'édition musicale, n'a toutefois pas prouvé pendant le procès combien d'argent il avait perdu à cause de MP3.com, a souligné le juge Rakoff, parmi les circonstances atténuantes.

Universal Music reproche à MP3.com d'avoir créé une base de données sur Internet, réunissant des dizaines de milliers d'enregistrements, en violation des droits d'auteur. La compagnie estimait de son côté avoir agi en toute légalité.

Grâce à cette base de données, des internautes peuvent écouter leur discothèque de CD partout dans le monde, via Internet, sur des ordinateurs ou des lecteurs de musique numérique. Pour mettre un nouveau morceau de musique dans sa base de données, l'internaute doit auparavant prouver en glissant un CD de cette œuvre musicale dans le lecteur de son ordinateur qu'il a payé les droits.

« Il ne fait pas de doute que le potentiel de profits considérables dans Internet a tenté une compagnie comme MP3.com (...) à violer la loi », a noté le juge en relevant qu'avec des dommages et intérêts trop faibles, d'autres sociétés seraient tentées de faire de même.

Cinq grandes maisons d'édition musicale, dont Universal, avaient porté plainte contre le site en janvier. MP3.com a négocié depuis juin un accord à l'amiable avec les quatre autres maisons d'édition musicale qui le poursuivaient en justice, Sony Music, Time Warner Music, Bertelsmann BMG et EMI en versant à chacun quelque 20 millions de dollars, selon les chiffres qui ont circulé.

Une autre grande bataille juridique, opposant l'industrie du disque à la petite société Napster, fait rage à San Francisco. Napster permet aux particuliers d'échanger gratuitement de la musique sur Internet, au format MP3, grâce à un logiciel disponible sur son site.

## DÉLIT Le «bizutage»

Suite de la Une

Moi pas. Les initiations, que voulez-vous, c'est un peu comme un disque d'Isabelle Boulay. On jurerait que tout le monde en parle en mal. Mais deux semaines après sa sortie, la moitié du Québec a acheté le damné disque en cachette.

\*\*\*\*

Ne vous impatientez pas. Ce n'est pas ma faute. Les initiations ont mauvaise réputation, mais elles ont la vie dure.

En France, une loi interdit même formellement ce qu'on appelle le « bizutage ». Au début de 1999, sept élèves de l'École nationale d'ingénieurs de Brest ont été condamnés à des peines de 8 à 15 jours de prison avec sursis ainsi qu'à 250 dollars d'amende en guise d'avertissement. Ils avaient contraint des élèves de première année à se soumettre à un simulacre de coupe de cheveux et à montrer leurs fesses en public.

Au plus fort de la campagne « antibizutage » en France, en 1996, un ouvrage au nom évocateur connu un certain succès: *J'ai participé à un bizutage qui a dégénéré*. Après en avoir lu des extraits, je peux certifier qu'il s'agit d'une sorte d'aventure de Kalinours rose bonbon au pays des tueurs en série.

Mais revenons à nos initiations. Dans la plupart des universités américaines, la taille des règlements concernant les « activités d'accueil » rivalisent avec les bottins téléphoniques. À l'Université d'Auburn, en Alabama, il est par exemple interdit de couper la parole ou d'affubler le petit nouveau d'un surnom. En outre, l'initiation doit laisser au moins six heures consécutives de sommeil aux participants.

L'Université Laval n'est pas en reste. Toutes les activités d'initiation doivent être désormais approuvées par les départements, et on invite les associations étudiantes à se

procurer une assurance responsabilité civile, au cas où un accident surviendrait.

Un étudiant en génie m'a résumé le mélange de crainte, d'excitation et de cynisme qui entourent les activités d'accueil: « Sois gentil. Ne donne pas mon nom. Ma mère ne doit pas savoir que je participe à une initiation, ça l'inquiéterait pour rien. Elle pense encore que je vole les sacs à main des vieilles dames pour amasser de l'argent de poche ».

\*\*\*\*

On raconte que les premières initiations telles que nous les connaissons appurent dans les écoles militaires, au milieu du siècle dernier. Les spécialistes affirment qu'elles visaient à faire comprendre aux nouveaux qu'ils n'étaient pas n'importe où, qu'ils devaient se soumettre et en baver pour entrer dans un groupe d'élite.

Impossible toutefois de conclure ce survol sans fournir un échantillon de l'humour visqueux, pour ne pas dire gras, qui caractérise les initiations depuis la nuit des temps.

Préférez-vous la blague du manchot qui prenait le Concorde, celle du zèbre qui aimait trop les cordes à linge, celle des deux nains à l'hôtel ou bien celle de l'enlèvement du premier ministre Chrétien?

Hé-ho, doucement. Pas si vite! Inutile de gesticuler comme cela. Bon d'accord. Si vous insistez autant, je vous raconterai l'enlèvement de Jean Chrétien.

Mais je vous prévient tout de suite. Ne m'appelle pas tout à l'heure pour crier au scandale.

C'est donc l'histoire d'un conducteur qui se retrouve coincé dans le trafic, à l'heure de pointe.

Tout à coup, il aperçoit un homme tout énervé qui vient frapper à la fenêtre de sa voiture. Toc-toc-toc.

— Qu'est-ce qui se passe? demande le conducteur.

— Le premier ministre Jean Chrétien vient d'être enlevé à quelques voitures d'ici. Les ravisseurs exigent une rançon d'un million de dollars, sinon ils vont lui verser un bidon de 20 litres d'essence sur la tête et gratter une allumette pour le transformer en torche humaine. S'il vous plaît, pouvez-vous contribuer à notre collecte d'urgence?

— Bien sûr, répond le conducteur. À combien êtes-vous rendu?

— Bof, ajoute l'autre. À environ 10 litres.

## VLB Il demeure en liberté

Suite de la Une

tivement quelqu'un ou non, dépend de la gravité de l'offense. Dans ce cas, l'accusé a été identifié positivement et nous avons jugé qu'il n'y avait pas de risque de récidive ni de danger pour le public. » VLB est demeuré en liberté et a comparu sur déclaration sommaire.

Son avocat, M<sup>e</sup> Rino St-Pierre, a enregistré un plaidoyer de non-culpabilité le 5 juillet. Ce mardi, Victor-Lévy Beaulieu s'est présenté au palais de justice de Rivière-du-Loup. Son choix initial d'être jugé par un juge avec jury a été modifié pour un juge seul.

Le procureur en chef pour l'Est du Québec, M<sup>e</sup> Claude Simard, explique que même si VLB ne possède aucun antécédent judiciaire, il ne peut bénéficier du processus de déjudiciarisation,

puisque préférer des menaces constitue une offense criminelle. « Les cas de menaces ne sont pas admissibles à ce programme », dit-il.

Le libellé de la plainte stipule que « Victor-Lévy Beaulieu a menacé de causer la mort ou des lésions corporelles à Jean-Claude Beaulieu, commentant ainsi l'acte criminel prévu à l'article 264.1, paragraphe 1-A du Code criminel. »

Cet article dit que « commet une infraction, quiconque sciemment profère, transmet ou fait recevoir par une personne, de quelque façon, une menace (a) de causer la mort ou des lésions corporelles à quelqu'un ». Cette offense est passible d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement.

Mardi, Victor-Lévy Beaulieu a renoncé à la tenue de son enquête préliminaire. Il reviendra devant le tribunal le 10 octobre pour la tenue de son procès.

## Inoffensive, la trottinette?

L'engouement pour la trottinette qui a envahi les États-Unis a déjà envoyé 9400 personnes aux urgences cette année, pour la plupart âgées de moins de 15 ans. La Commission pour la sécurité des consommateurs (CPSC) a déclaré mardi que la trottinette a provoqué plus de 4000 blessures pour le seul mois d'août, soit une augmentation de 700% depuis mai. Près de 90% des blessés ont moins de 15 ans. Selon la commission, 60% des blessures pourraient être évitées ou amoindries si les fans de la trottinette portaient un casque et des protections aux genoux et aux coudes. « Les trottinettes sont la grande mode de la rentrée scolaire », a déclaré Ann Brown, présidente de la commission. « Hélas, elles conduisent souvent les enfants à l'hôpital plutôt qu'à l'école », a-t-elle ajouté. La plupart des dommages corporels sont provoqués par des chutes, d'après la CPSC. (AFP)



**twik**

LE PANTALON **fauve** VELOURS RASÉ 60<sup>00</sup>

Issu du tout dernier croisement des grandes races sauvages, les jeunes fauves prennent les rues d'assaut, et le roi, c'est le pantalon zébré, tacheté de noir sur fond jaune tigre. 5 à 13. Cami grand col tourné, épaules dégagées 48.00

la maison **simons**

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL 977 RUE ST-CATHERINE OUEST, SHERBROOKE CARRIÈRE DE L'ESTRIE

**loto-québec résultats**

Tirage du 2000-09-06

1 numéro 024736 25 000 \$ numéro décomposable	2 numéro 714359 50 000 \$ numéro décomposable
3 numéro 408413 100 000 \$ numéro décomposable	4 numéro 217341 ALLEZ À LA TÉLÉ numéro non décomposable

**449** Tirage du 2000-09-06  
20 27 31 40 42 45  
Numéro complémentaire: 32

**449** Tirage du 2000-09-06  
13 28 32 33 42 45  
Numéro complémentaire: 24

**Banco** Tirage du 2000-09-06  
01 03 05 09 12  
14 15 23 25 30  
38 39 42 44 49  
51 58 64 65 66

**Extra** Tirage du 2000-09-06  
NUMÉRO 774718

**Quinté** Tirage du 2000-09-06  
3 4  
477 0473

**Le jeu doit rester un jeu.**  
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départé entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

**TVA, le réseau des tirages**

# LA CAPITALE

## ET SES RÉGIONS

### Cri d'alarme

#### Quatre médecins spécialistes quittent l'hôpital de Saint-Georges

LUCE DALLAIRE

Collaboration spéciale

■ SAINT-GEORGES — Le Centre hospitalier Beauce-Etchemin a perdu quatre spécialistes en un mois et lance un cri d'alarme avant que le «château de cartes devenu très fragile» ne s'affaisse au point de devoir fermer des services.

«La situation est criante. La Beauce et les Etchemins n'ont pas à devenir les otages d'un système», a affirmé hier la directrice générale du CHBE, Huguette Giroux.

Si le problème du recrutement médical est impératif partout au Québec, au CHBE la situation va de mal en pis depuis le printemps et se détériore.

Des 85 spécialistes et omnipraticiens autorisés à pratiquer au CHBE, il n'y a que 56 postes comblés. En deux ans l'hôpital a recruté 16 médecins, mais 26 ont quitté. Il manque donc actuellement le tiers de l'effectif.

Mais où le bât blesse, c'est de constater qu'à très court terme, si des actions ne sont pas prises, l'accentuation du

mouvement des départs des jeunes spécialistes pourrait s'accroître. «Il y a des risques potentiels et nous appréhendons que le mouvement augmente», déclare le directeur des services professionnels, le Dr Bernard Jean.

Pour sa part, le président du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du CHBE, le Dr Pierre Vachon n'est pas sans décrier le maraudage effréné du CHUQ en périphérie. «Nous prenons deux ans pour recruter un médecin. Il suffit de deux coups de fil pour qu'il parte. Il faudrait revoir les mandats. Un centre universitaire doit former des médecins pour les déployer en région et non l'inverse», affirme-t-il.

Depuis le mois de mai, les règles du jeu ont changé au chapitre de la rémunération des médecins. «Il n'y a pas d'avantage pécuniaire à pratiquer en périphérie. Tout le monde est à 100%, à Saint-Georges comme à Québec. Plus facile pour la région de perdre à la faveur des centres urbains. Mais l'argent n'est pas le seul facteur expliquant cette crise. Il y a la lourdeur de la tâche. Ici, les équipes sont plus petites, le tour de garde revient plus souvent. Ça joue sur la qualité de vie. Quand deux radiologistes sur quatre quittent, il ne reste en réalité que 50%

de l'équipe. Il y a eu aussi la difficulté pour certains conjoints de se trouver du travail», fait-il valoir.

Le Centre hospitalier Beauce-Etchemin n'a pas le choix d'envisager, à brève échéance, de faire appel à des spécialistes «dépanneurs» surtout en ce qui a trait à la gynécologie, à la radiologie, à l'urgence et à la médecine interne. «Nous avons besoin d'aide», avoue le Dr Jean.

Pour le président du conseil d'administration, Roger Bélanger, l'avenir, et il est confiant qu'il en existe un, ne doit pas être envisagé uniquement avec la pratique de médecins à temps partiel venant d'ailleurs.

Cette semaine, les représentations s'intensifient auprès du ministère et de la Régie. Personne ne souhaite plonger dans une crise similaire à celle de Shawinigan. L'administration, les médecins et la région se mobilisent.

Les demandes sont à l'effet que la rémunération passe de 100 à 120%, que les interventions soient incisives et immédiates.

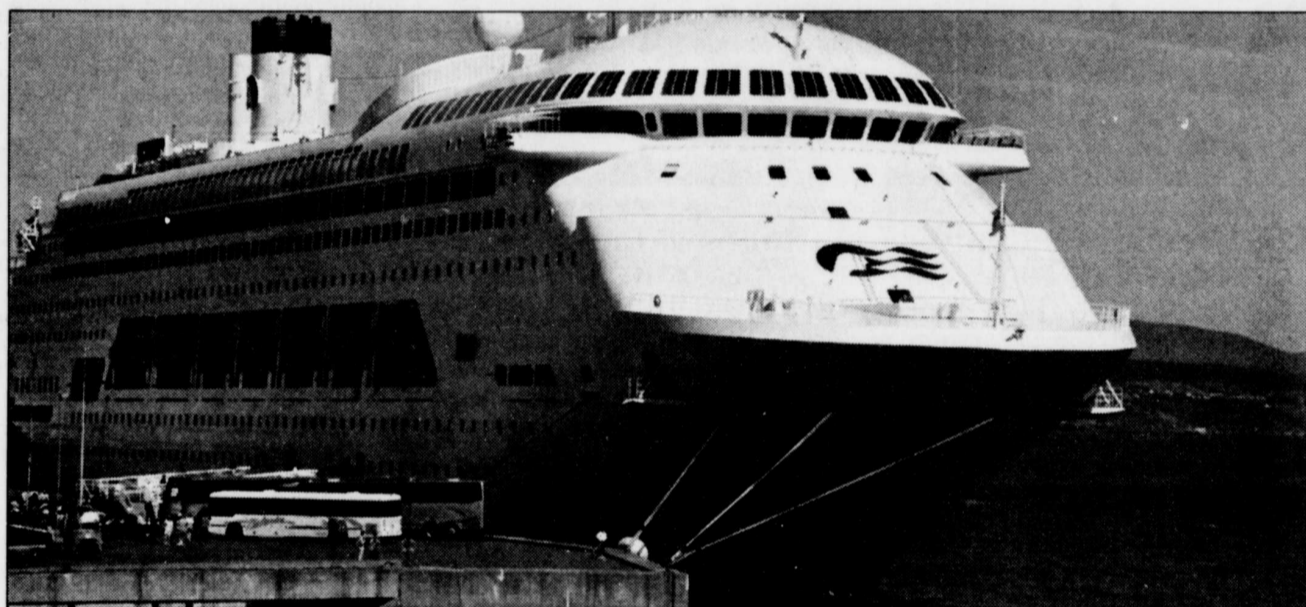
Il s'agit du seul hôpital de la région. Il dessert près de 85 000 personnes des MRC de Beauce-Sartigan, Robert-Cliche et Les Etchemins avec ses 142 lits en santé physique et mentale.

### Touristes chambardés



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Un groupe de touristes français a dû changer d'autobus, hier matin, après que les agents du Service de contrôle routier aient décelé un problème présumément majeur sur le véhicule de la compagnie Fleur de Lys qu'ils occupaient. Finalement, des vérifications plus poussées ont permis d'établir que le problème était mineur. Entre-temps, les touristes avaient été emmenés sur le terrain du ministère des Transports, boulevard Pierre-Bertrand, où ils ont dû patienter un certain temps. Selon le sergent René Thibodeau, du Service de contrôle routier, une plainte avait été formulée par certains des touristes, qui avaient peur de remonter dans ce véhicule, dont la servodirection semblait mal fonctionner. «On ne peut pas prendre de chances», a-t-il expliqué. Depuis mai, des opérations intensives dans les régions de Québec et Charlevoix ont permis de vérifier 115 autobus. Il a fallu en retirer 17 de la route, pour 33 problèmes majeurs. Selon le sergent Thibodeau, les transporteurs, qui ont parait-il des carnets de commande archiplein pour septembre, doivent s'attendre encore à des contrôles serrés. C.S.



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Le Crown Princess, un paquebot de 69 800 tonnes, est arrivé, hier, au port de Québec en provenance de Montréal. Il quitte la Vieille Capitale aujourd'hui pour Halifax. Le navire peut accueillir 1910 passagers et compte 696 membres d'équipage. Son arrêt à Québec est une étape d'une croisière de dix jours de Montréal à New York. Il fera six escales à Québec au cours de la saison. C'est la première année que ce bateau vient à Québec, ce qui a été signalé hier par une courte cérémonie où il y a eu échange d'armoiries. J.M.

### IMMIGRATION

#### Yuho Chang trouve surestimée la volonté d'accueil de la capitale

ALAIN BOUCHARD

Le Soleil

QUÉBEC — Le vieux routier Yuho Chang salue l'intention du ministre Robert Perreault d'augmenter l'immigration à Québec, mais considère qu'il surestime la réelle volonté d'accueil de la capitale nationale.

La difficulté «d'intégrer le marché du travail pour les personnes noires montre bien que les employeurs de la région ont particulièrement besoin d'être sensibilisés», écrit notamment M. Chang, dans un document déjà expédié à Perreault et dont LE SOLEIL a obtenu copie hier.

Le sociologue Yuho Chang, chinois d'origine, s'occupe d'immigration à Québec depuis plusieurs décennies. Il est actuellement directeur général des Services d'orientation et d'intégration au travail de Québec inc.

Le ministre responsable de l'Immigration et des Relations avec les citoyens ouvrira, ce matin, une

commission parlementaire de cinq jours sur l'immigration au Québec, avec une intention toute particulière pour Québec: celle d'y faire entrer un nombre d'immigrants beaucoup plus conforme à sa fonction de capitale nationale. Robert Perreault déclarait au SOLEIL, mardi, que Québec est très loin d'accueillir sa juste part de nouveaux arrivants.

«Non seulement les nouveaux arrivants doivent s'adapter à leur nouveau milieu de vie et de travail, fait valoir Yuho Chang, mais les Québécois de naissance doivent aussi s'adapter à la présence d'ethnies multiples et apprendre à vivre en harmonie avec celles-ci.»

M. Chang s'oppose également à la tendance gouvernementale de remplacer l'expression communauté culturelle par la notion universelle de citoyenneté. Il soutient que c'est se mettre alors à



Yuho Chang

la remorque de l'Europe blanche de l'ouest — France, Belgique, Suisse — et ainsi pratiquer une politique de l'autruche.

«La notion de citoyen, écrit-il, ne peut réduire les difficultés que les nouveaux arrivants (d'ailleurs) éprouvent dans leur intégration linguistique, économique, politique et culturelle, et encore moins la couleur de la peau des immigrants d'ethnies visibles.»

#### GARE AUX ILLÉGAUX

Tout en se disant favorable à la compassion internationale, Yuho Chang met par ailleurs les gouvernements canadien et québécois en garde de trop ouvrir leurs portes aux présumés réfugiés politiques, sans d'abord être sûrs qu'ils ne sont tout simplement pas des immigrants illégaux prêts à utiliser tous les stratagèmes possibles pour entrer en Amérique.

Il y aurait entre 20 et 40 millions d'immigrants de par le monde, rappelle le sociologue. «Des organisations criminelles internationales, observe-t-il, se font une spécialité de faire passer des immigrants illégaux d'un pays à l'autre, en profitant de la politique d'asile des pays d'accueil et font un profit annuel d'environ 7 milliards \$US.»

Il estime qu'Ottawa et Québec devraient resserrer leur politique d'asile politique et plutôt encourager l'immigration légale en ouvrant leurs portes un peu plus grandes aux candidats indépendants. Par exemple, suggère-t-il, en élargissant la notion parentale et en acceptant, dans la catégorie de la famille, davantage de parents de deuxième degré, c'est-à-dire les frères, les sœurs, les cousins, les oncles, les tantes, les neveux et les nièces.

«La solidarité entre les membres de la même communauté ethnique, dit-il, facilitera une intégration rapide des nouveaux arrivants et peu coûteuse pour la société d'accueil.»

NE MANQUEZ PAS  
NOTRE NOUVEAU RAYON DE  
LA MODE FÉMININE!

COLLECTION HOLT RENFREW CLASSIQUES HOLT RENFREW

Teenflo PARIS MARELLA

EILEEN FISHER ANNE KLEIN NEW MEN

STUDIO HOLT RENFREW

DKNY JEANS

HOLT RENFREW

FONDÉ À QUÉBEC EN 1837

PLACE SAINT-ÉMILIE 100 • 514 656-6783 • WWW.HOLTRENFREW.COM

## Pas d'élection complémentaire à Lévis

MARC SAINT-PIERRE  
Le Soleil

LÉVIS — Tout comme il a suggéré à la ministre Louise Harel de reporter les élections municipales à Beauport et à Charlesbourg, Jean-Louis Lapointe recommandera qu'il n'y ait pas d'élection complémentaire à Lévis cet automne pour combler un siège de conseiller vacant.

C'est ce qu'a indiqué M. Lapointe, mandataire désigné par le gouvernement pour agir dans la région métropolitaine de recensement de Québec, à l'occasion d'un bref entretien accordé au SOLEIL, hier.

« En ce qui concerne Lévis, je suis à préparer une recommandation pour la ministre des Affaires municipales, M<sup>me</sup> Harel. Pour moi, dans ma tête, le scénario est clair. Lévis est touchée de la même façon que Beauport et Charlesbourg », a-t-il observé.

Il y a quelques jours, se rendant à une recommandation de M. Lapointe, Louise Harel a décidé que les élections municipales prévues pour le 5 novembre dans les deux villes de la Rive-Nord étaient reportées pour une année.

Ce report s'inscrit dans les intentions de la ministre de constituer une communauté métropolitaine de Québec et de mettre en branle un mouvement de fusions municipales. L'annulation a particulièrement outré les

maires Ralph Mercier et Jacques Langlois dont les appareils électoraux avaient déjà commencé à tourner. Et les deux maires ont illico fait savoir qu'ils enverraient à M<sup>me</sup> Harel une facture de 100 000 \$ pour les dépenses déjà engagées.

À Lévis, il n'est pas question d'un scrutin municipal général mais d'une élection complémentaire destinée à combler le siège du quartier Notre-Dame récemment délaissé par le conseiller Denis Roy, lequel a fait une croix sur sa vie publique après un mandat et demi. Mais c'est aussi de gros sous dont on se préoccupe également en l'occurrence.

« Aucune confirmation de quoi que ce soit ne nous est parvenue du cabinet de M<sup>me</sup> Harel jusqu'à présent », a indiqué la présidente d'élection, Sylvie Dionne.

« J'ai un projet d'échéancier qui situe l'élection complémentaire au début de décembre. Il implique l'engagement de sommes à très court terme, pour le processus de mise à jour de la liste électorale notamment. C'est un peu problématique. Il ne faudrait pas engager des frais s'il n'y a pas d'élection », a ajouté M<sup>me</sup> Dionne.

Ces préoccupations sont partagées par le chef de l'Équipe du Progrès, Gilles Lehoullier, qui a exprimé l'avis qu'il est important de savoir dans les plus brefs délais s'il y aura élection ou non à cause des coûts.

## Annulation confirmée

Québec a confirmé, hier, l'annulation des élections qui devaient avoir lieu à l'automne dans les municipalités de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier et de Saint-Gabriel-de-Valcartier, de même que le scrutin pour élire un conseiller

à Lévis. Comme cela a été le cas pour Beauport et Charlesbourg, la décision de reporter la tenue du vote populaire est liée à la réforme municipale du gouvernement Bouchard, réforme qui devrait se traduire par la fusion de plusieurs villes. M.C.

## Des maires prêts à reprendre les discussions avec Saint-Romuald

PIERRE PELCHAT  
Le Soleil

LÉVIS — Les propos tenus mardi soir par le maire de Saint-Romuald, Jean-Luc Daigle, ne sont pas tombés dans l'oreille de sourds, du moins chez les municipalités concernées par la relance d'un projet de fusion qui avait fini en queue de poisson il y a deux ans.

Ainsi, le maire de Charny, Alain Lemaire, qui s'était opposé à un regroupement à quatre avec Saint-Romuald, Saint-Jean-Chrysostome et Breakeyville pour former une nouvelle ville de 42 000 résidents s'est dit prêt, hier, à reprendre les discussions.

« M. Daigle avait évoqué cette possibilité dernièrement, mais j'avais laissé porter. Cette fois, le message est clair. Je me propose de le contacter pour qu'on puisse en discuter. Il faudrait être borné pour ne pas accepter d'en discuter à nouveau », a commenté M. Lemaire.

Un des principaux points de discord était le fait que Charny qui effacera bientôt sa dette ne voulait devoir payer pour celles de ses voisins dans une fusion. « Je ne prête pas des mauvaises intentions à personne. De part et d'autre, nous voulons que les citoyens soient gagnants. C'est une question d'équité. Nous ne voulons pas la charité et nous ne voulons qu'on abuse de nous », a-t-il affirmé.

« Si les positions sont identiques à la dernière fois, la discussion risque d'être courte », a-t-il ajouté.

Compte tenu des visées gouvernementales, le maire de Charny estime cependant que le dossier des fusions a évolué depuis deux ans. « Les choses ont changé. Je vais regarder cela avec un œil d'affaires », a-t-il averti.

Pour sa part, c'est avec fatalisme que le maire de Breakeyville, Jacques Olivier, qui s'était retiré des discussions pour une fusion en 1998, a commenté la proposition du maire

Daigle. « Qu'on soit d'accord ou pas, il faut reprendre les discussions. On est devant une évidence. Les dés sont pipés. Le gouvernement va forcer des regroupements. En ce qui nous concerne, nous sommes une municipalité de moins de 5000 habitants et c'est écrit dans le ciel que nous serons regroupés avec d'autres », a-t-il affirmé.

« Je préfère qu'on s'organise avant qu'on se fasse organiser et qu'on se fasse imposer une solution qui ferait moins notre affaire », a-t-il poursuivi.

De son côté, la mairesse Danielle Roy-Marinelli appuie d'emblée la position du maire Daigle de relancer le projet de fusion à quatre. « C'est le scénario que le conseil municipal privilégie. Il est temps qu'on se retrouve les manches et qu'on passe à l'action », a-t-elle affirmé.

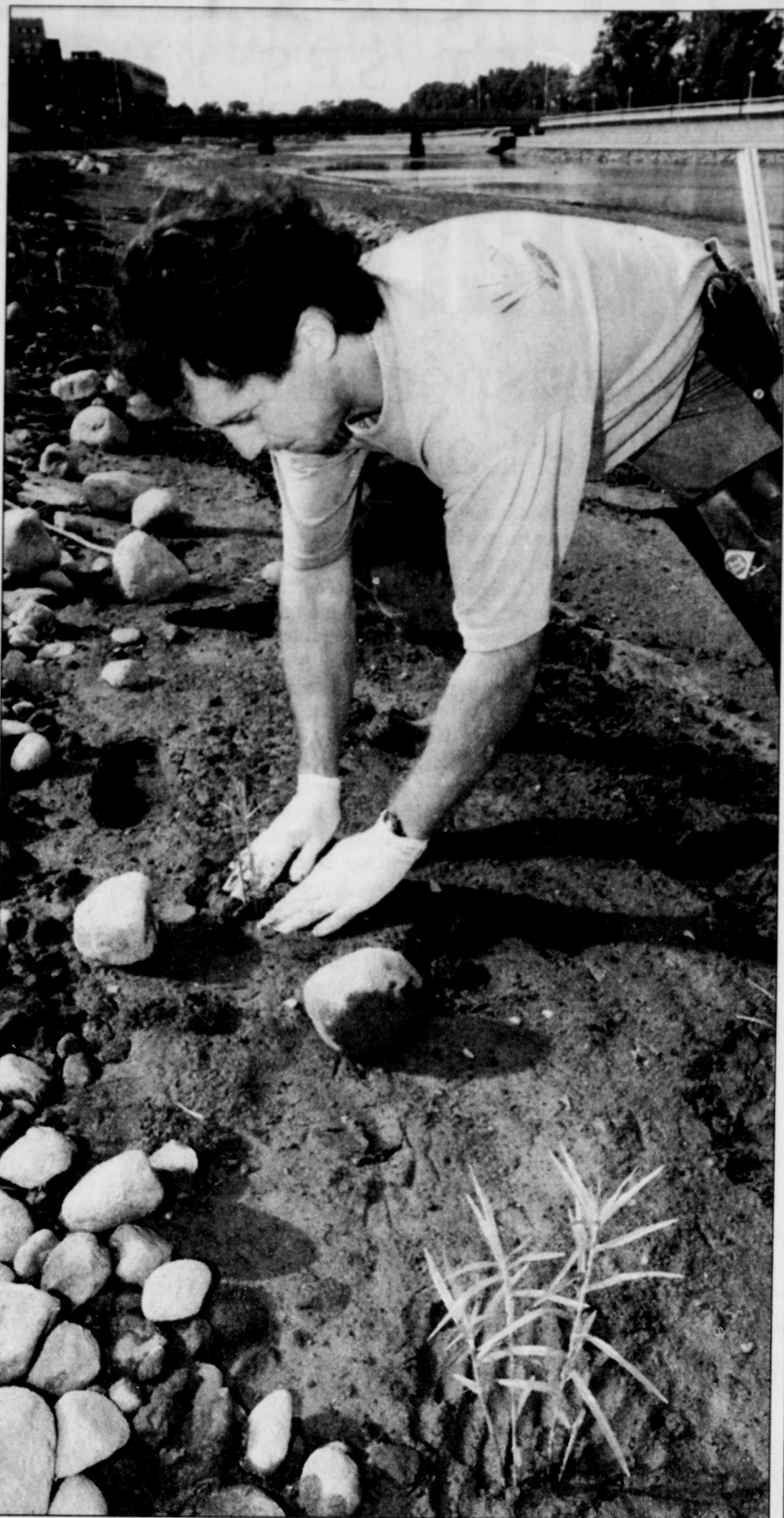
Elle croit qu'il y a moyen d'aplanir certains obstacles à ce regroupement. « Si on partage la richesse de chaque ville, on doit aussi partager la dette », a-t-elle fait valoir.

M<sup>me</sup> Roy-Marinelli n'est pas favorable à la formation d'une seule ville sur la Rive-Sud. « Il faut commencer par le commencement. En réunissant nos quatre villes, ce sera une étape en vue d'une seule ville sur la Rive-Sud. Autrement, ça risque d'être « bordélique », a-t-elle prévenu.

Pour sa part, le candidat défait à la mairie de Saint-Romuald, Bernard Carrier, a plaidé en faveur d'une fusion de toutes les villes de la Rive-Sud en une seule et la mise en place de trois arrondissements, comme l'a proposé dernièrement le maire de Lévis, Jean Garon.

Il a rappelé que près de la moitié des résidents de la municipalité était favorable à la formation d'une seule ville sur la Rive-Sud, d'après un sondage réalisé en mars dernier pour le compte de la Ville de Saint-Romuald.

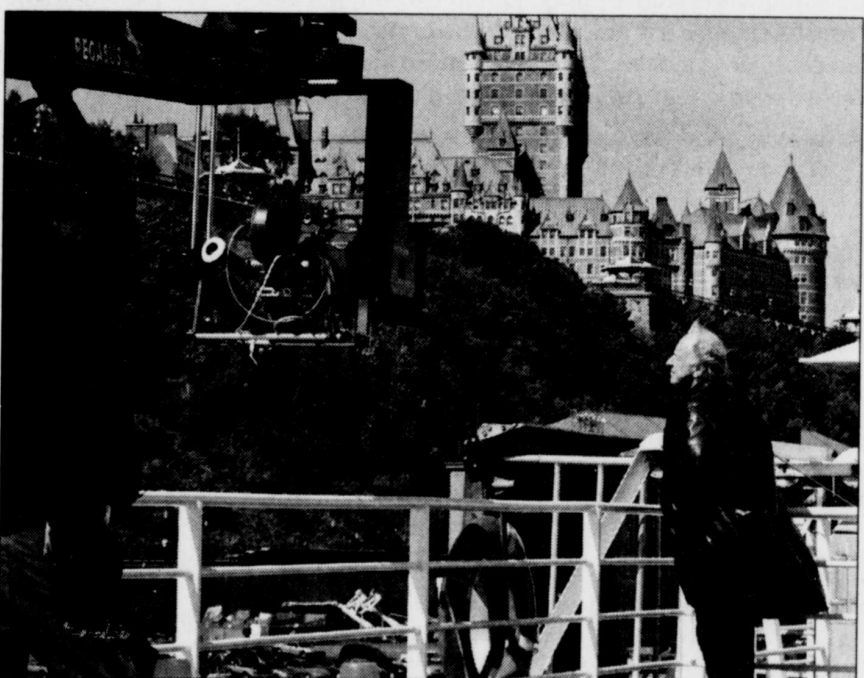
## Un remède pour l'eau morte



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Les premières plantes aquatiques ont fait leur apparition le long des nouvelles berges de la rivière Saint-Charles, entre la marina Saint-Roch et le Village de l'Anse. Pour ce faire, la Ville de Québec a dû abaisser le niveau de la rivière en ouvrant l'écluse du pont Samson. Ces plantations devraient se terminer demain. Dans ce secteur, les sentiers piétonniers et cyclables sont accessibles pour les utilisateurs et la pelouse est en grande partie installée. Il ne restera que les plantes vivaces et les arbustes ainsi que divers végétaux à planter au cours de l'automne. R. F.

## Plateau de tournage



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Un des traversiers Québec-Lévis, le « Lomer-Gouin », a servi de lieu de tournage d'un message publicitaire sur le centenaire du Mouvement des caisses populaires Desjardins. Présenté sur tous les réseaux de télévision dès le mois d'octobre et pendant neuf semaines, le message mettra en vedette le comédien Marcel Sabourin. On verra des scènes du bateau, de Lévis et du Château Frontenac. D'une durée de 30 secondes, il soulignera la contribution des caisses au développement économique de la société. J. M.

## Harel ignore la demande de Charlesbourg et de Beauport

ROBERT FLEURY  
Le Soleil

QUÉBEC — La ministre des Affaires municipales, Louise Harel, a choisi d'ignorer la demande de remboursement qu'entendent lui adresser les villes de Charlesbourg et de Beauport pour avoir annulé les élections prévues le 5 novembre compte tenu des fusions dont pourraient faire l'objet ces municipalités.

« Je suis surprise qu'ils aient déjà pu se dans ces fonds alors que les brefs d'élections n'ont même pas été émis », a rétorqué la ministre Harel.

Selon le maire Ralph Mercier, Charlesbourg avait déjà engagé des dépenses de 80 000 \$ entre autres pour le scrutin électronique et l'embauche d'un directeur des élections alors que pour le maire Jacques Langlois de Beauport, les dépenses encourues seraient plutôt de l'ordre de 20 000 \$.

La ministre avoue ne pas comprendre comment les maires ont pu ainsi devancer certaines dépenses compte tenu que l'avis de report des élections a été signifié en temps opportun.

Questionnée sur la pertinence de ce geste à deux mois seulement des élections, la ministre a déclaré qu'il aurait été au contraire bien plus grave de tenir de telles élections dans le contexte actuel de fusions.

« Imaginez le tollé si on avait laissé ces deux municipalités faire leurs élections », réplique-t-elle.

En étant reportées d'un an, les élections à Beauport et à Charlesbourg se tiendront en même temps qu'à Québec et à Sainte-Foy, soit en novembre 2001.

Dans son communiqué annonçant le report des élections, la ministre affirmait que « les scénarios retenus par M. Lapointe pour examen plus approfondi par le comité prévoient tous que les municipalités de Beauport et de Charlesbourg fassent l'objet d'un regroupement soit entre elles, soit au sein d'un ensemble plus large », laissant entendre que des regroupements significatifs étaient souhaitables.

De même la ministre doute-t-elle de la pertinence des procédures judiciaires que ces municipalités pourraient entreprendre contre le gouvernement pour les avoir annulés.

« Ce n'est jamais une façon de régler un problème », observe-t-elle, plutôt convaincue que de tels enjeux sont plutôt résolus entre élus par des discussions.

Quant aux divers scénarios de fusion sur la table, le dernier favorisant une fusion Québec/Sainte-Foy, la ministre affirme qu'elle attend les recommandations de son mandataire, Jean-Louis Lapointe, avant de faire connaître son option. Elle attend cette recommandation pour la dernière semaine de septembre.

Hier, M. Lapointe n'avait toujours pas fixé la date de la prochaine rencontre des membres de son comité.

## EN BREF

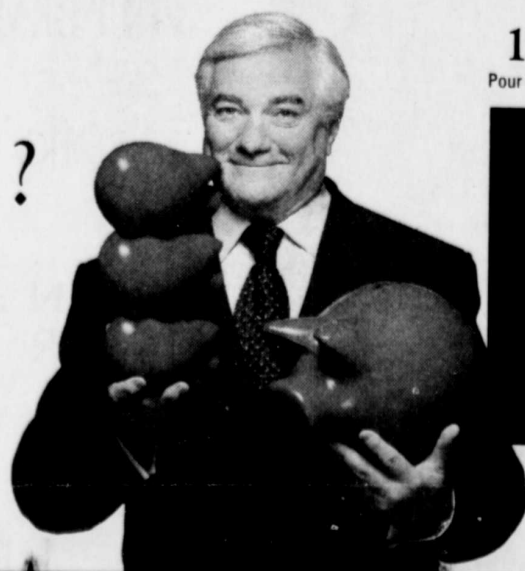
### Le PLQ d'accord

L'Association libérale (PLQ) des Chutes-de-la-Chaudière se range résolument derrière la Coalition de la Rive-Sud dans sa détermination de faire exclure les MRC des Chutes-de-la-Chaudière et de Desjardins de la future communauté métropolitaine de Québec. C'est ce qu'a indiqué le PLQ des Chutes-de-la-Chaudière dans une communication diffusée hier. De la position exprimée par les libéraux, il ressort également qu'ils sont d'accord pour que soient regroupées les deux MRC du littoral de la Rive-Sud pour en faire une agglomération urbaine autonome dotée des pouvoirs qui vont avec. L'association libérale a aussi observé que la députée des Chutes-de-la-Chaudière, Denise Carrier-Perreault, fait bon marché du très large consensus qui s'est établi sur la Rive-Sud en ce qui a trait au projet de loi 137. M.S.-P.

Vous cherchez la liberté de la liquidité PLUS  
le rendement d'un bon placement ?

L'Épargne Flexi-Plus Placements Québec vous offre le meilleur des deux mondes pour gérer efficacement vos liquidités. Vous avez accès en tout temps à vos fonds et, de plus, vous bénéficiez d'un taux d'intérêt avantageux, variable en fonction du marché et progressif selon le montant accumulé. Votre capital est aussi garanti sans limites par le gouvernement du Québec. Pour une réponse avisée, contactez l'un de nos agents d'investissement du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h.

Placements Québec. Une réponse en tout temps à vos besoins de placements.



1 800 463-5229  
Pour la région de Québec, composez le 521-5229.

ÉPARGNE  
FLEXI-PLUS  
PLACEMENTS  
QUÉBEC

www.placementsqc.quebec.ca

Québec  
Placements Québec

LOTBINIÈRE/  
L'ÉRABLE

Desrochers  
l'emporte dans  
la controverse

IAN BUSSIÈRES  
Collaboration spéciale

LAURIER-STATION — Le député sortant de Lotbinière-l'Érable, Odina Desrochers, a facilement remporté hier soir l'investiture du Bloc québécois dans son comté devant son adversaire Jean-Philippe Ruel, qui a suscité la controverse en critiquant le processus électoral dans son discours d'ouverture.

M. Ruel a qualifié de magouille la décision de déplacer l'investiture, d'abord prévue à Plessisville, vers Laurier-Station, près du village natal d'Odina Desrochers. « Comment pensez-vous qu'on va réussir à attirer plus de gens vers la politique avec de telles magouilles? Je ne veux pas d'une souveraineté faite par des magouilleurs », a déclaré M. Ruel devant la foule de 445 personnes qui le huaient et le haranguaient.

Paul Laroche, président d'élection, s'est dit très étonné des déclarations de Jean-Philippe Ruel. « C'est la première fois en 15 ans que je vois un candidat se servir des 15 minutes qui lui sont allouées afin de critiquer le processus d'investiture. Généralement, les gens se plaignent à l'exécutif national, mais M. Ruel n'a fait aucune démarche en ce sens », a-t-il signalé.

Refusant de commenter les déclarations de son adversaire, Odina Desrochers a affirmé qu'il était maintenant prêt pour des élections fédérales. « Je vois quelque chose de très positif dans cette investiture puisque j'ai pu roder mon organisation et que j'ai pu rencontrer tout mon monde. »

C'était la deuxième fois qu'un député bloquiste de Lotbinière-l'Érable était défié par un adversaire au sein de son parti. En 1997, le député sortant Jean Landry avait perdu l'investiture du Bloc devant Odina Desrochers. Il s'était ensuite présenté aux élections fédérales comme candidat indépendant, mais avait de nouveau mordu la poussière, terminant quatrième derrière Odina Desrochers et les candidats du Parti libéral et du Parti conservateur.

QUÉBEC

Poursuite de 300 000 \$  
contre un ophtalmo

RICHARD HÉNAULT  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Éprouvant des problèmes visuels majeurs qu'il n'avait pas avant de subir des interventions pour corriger sa vision, un ingénieur de 36 ans de Québec intente une poursuite de 300 000 \$ contre un ophtalmologiste.

Affligé d'une myopie importante, l'homme a rencontré le médecin pour la première fois en 1997. Ce dernier lui a alors indiqué qu'il pourrait être un cas intéressant pour la correction au laser. Selon le demandeur, l'ophtalmologiste de Sainte-Foy ne lui a alors fait aucune mention d'éventuelles complications, laissant entendre qu'il s'agissait pratiquement d'une intervention de routine.

Quelques jours plus tard, l'intervention à l'œil droit avait lieu, mais une complication a empêché que le traitement au laser suive. Celui-ci a été reporté à deux ou trois mois plus tard. Entre-temps, la vision de l'ingénieur demeurait très mauvaise, au point de rendre son travail à l'ordinateur très pénible.

Bien que la vision ne se soit pas rétablie, l'ophtalmologiste recommandait un mois plus tard de procéder à l'opération à l'œil gauche. Dans sa déclaration déposée en Cour supérieure, l'ingénieur affirme que son médecin l'a encore assuré des faibles chances que l'incident survienne lors de l'opération à l'œil droit se produisant de nouveau.

Tel ne fut pas le cas, et le traitement au laser a encore été annulé. Par la suite, l'astigmatisme à l'œil gauche a augmenté, la vision des deux yeux étant très mauvaise.

Au début de 1998, la vision ne s'était améliorée que très légèrement et l'ophtalmologiste proposait un polissage de la surface de la cornée de

l'œil droit au moyen du laser excimer, ce que le demandeur a accepté. Malheureusement, soutient-il, la vision de cet œil s'est nettement détériorée. Quelques mois plus tard, un autre traitement a été fait, mais les résultats n'ont pas été ceux escomptés.

Un cas  
intéressant  
pour la  
correction  
au laser

HALOS ET ÉBLOUISSEMENTS

Aujourd'hui, le patient se dit affligé de halos et d'éblouissements marqués malgré le port de lentilles cornéennes. Il ajoute que la myopie à l'œil gauche équivaut à celle existant antérieurement et l'astigmatisme a augmenté, ce qui rend difficile la correction par verres souples.

La correction au moyen de lunettes est quant à elle impossible à l'œil droit et très complexe à l'œil gauche. Selon le demandeur, la science médicale ne peut plus rien pour lui. Il indique que son déficit anatomo-pathologique permanent atteint 20 %.

L'ingénieur affirme qu'il n'aurait jamais donné son consentement si les risques lui avaient été décrits. Il a signé des formules de consentement avant chaque intervention, reconnaissant-il, mais après que l'ophtalmologiste lui eut affirmé qu'il n'y avait pratiquement plus de risques à celle-ci.

Il conclut en précisant qu'il avait convenu avec son médecin d'honoraires de 2000 \$ par œil. Or, ceux-ci n'auraient jamais été facturés, ce que le demandeur et ses procureurs considèrent comme très révélateur.

Apprenez tout ce qu'il faut savoir  
pour devenir un conseiller fiscal compétent.  
Assistez à notre journée d'accueil.



Passez nous voir et découvrez comment un cours d'impôt offert par H&R Block peut vous montrer comment commencer à gagner de l'argent en travaillant comme conseiller fiscal. Vous pourriez même débiter une nouvelle carrière avec H&R Block, la plus grande entreprise de préparation de déclarations au pays.\*

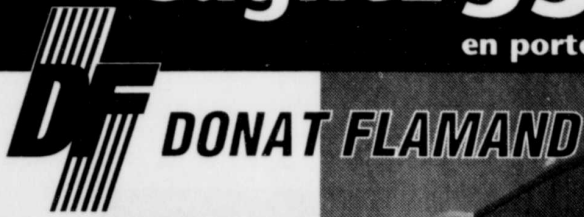
Suivez le chemin qui mène à une carrière enrichissante, venez nous voir le samedi 9 septembre 2000 de 9h00 à 15 h00 au 9175, boul. de l'Ornière, Neufchatel.

H&R BLOCK Pour information  
418-688-0398

Visiter notre site Web au [www.hrblock.ca](http://www.hrblock.ca)

\*S'inscrire ou réussir le cours n'est pas une offre ni une garantie d'emploi.  
©2000 H&R Block Canada, Inc.

Gagnez 3500 \$  
en portes et fenêtres



Visitez notre site Internet  
[www.donatflamand.com](http://www.donatflamand.com)  
et découvrez la gamme des produits Donat Flamand.

Plus de 25 ans d'expérience  
909, boul. Pierre-Bertrand Sud  
Vanier (Québec)  
Téléphone : (418) 684-9993  
RBQ# 8223 - 08063 - 15

Participez à notre concours

nom : \_\_\_\_\_  
prénom : \_\_\_\_\_  
adresse : \_\_\_\_\_  
ville : \_\_\_\_\_  
c.p. : \_\_\_\_\_ prov. : \_\_\_\_\_  
téléphone : \_\_\_\_\_  
courriel : \_\_\_\_\_

Regardez le Grand Journal de 12 h 30 en août sur les ondes de TQS et notez l'indice mystère qui apparaîtra durant la présentation de la météo. Remplissez votre bon de participation et déposez-le dans le baril prévu à cet effet au magasin-entrepôt Donat Flamand.  
Aucun achat requis. 18 ans et plus. Résidents du Québec seulement.  
Date limite de participation : 11 septembre 2000 à 16 h.  
en collaboration avec :



ESTÉE LAUDER



PRIME BEAUTÉ DE L'AUTOMNE

Avec tout achat de 26 \$ et plus de produits Estée Lauder, recevez gratuitement les 8 articles suivants :

- Votre choix parmi trois nouveaux masques So Moist, So Clean ou So Polished, format prime de luxe
- un perfectionneur de teint Spotlight
- une crème DayWear FPS 15 et antioxydants, format prime de luxe
- un rouge à lèvres Futurist, format courant
- un rouge à lèvres All-Day, format courant
- deux fards à joues harmonisés All-Day CheekColor
- une eau de parfum Pleasures en mini-atomiseur. Le tout dans une trousse à cosmétiques au motif animal.

Une prime par personne. Offre valide du 6 au 24 septembre 2000 ou jusqu'à épuisement des stocks.



Soins perfecteur lissant Idealist

Il existe désormais une nouvelle technologie non acide pour retexturer l'apparence de la peau d'une manière plus naturelle. Elle aide à éliminer les cellules mortes, et à atténuer l'aspect des ridules, des rougeurs et des pores. La peau dont vous rêvez est à votre portée.



Nulle part ailleurs

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537 • PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • www.lesailles.com

à l'œuvre  
pour  
l'emploi

GÉRANCE DE RESTAURANT

Compétences visées:

À la fin du programme, l'étudiant pourra exercer les fonctions reliées à la gestion d'un restaurant. Il pourra utiliser des techniques de gestion applicables spécifiquement à la gestion de tous types de restaurants.

DATE 23 octobre 2000 au 27 avril 2001  
DURÉE 26 semaines (630 heures)  
LIEU Collège Mérici, Québec

CONDITIONS D'ADMISSION:

- > Être sans emploi
- > Avoir quitté les études régulières à temps plein pendant 24 mois.
- > Formation et expérience jugées satisfaisantes par le Collège.
- > Expérience minimale en restauration.
- > Bilinguisme: niveau débutant.
- > Avoir des intérêts pour la gestion et un profil pertinent à la profession.
- > Résident de la région de Québec et Chaudière-Appalaches.

AIDE FINANCIÈRE:

- > Certaines conditions prévalent.
- > Ce programme est gratuit.
- > Selon le cas, un soutien financier supplémentaire est disponible.

INFORMATION  
INSCRIPTION

SÉANCE D'INFORMATION OBLIGATOIRE  
Le mercredi 13 septembre 2000, à 13h30  
Collège Mérici  
755, chemin Saint-Louis, Québec  
Local 253

Réservez votre place au (418) 683-2104 poste 7258



## Gaspé veut la Grande Hermine



La réplique de la Grande Hermine, un des bateaux de Jacques Cartier lors de son arrivée au Canada en 1534, actuellement sise au parc Brébeuf, à Québec, pourrait revenir au « berceau du Canada ». Un groupe de Gaspé a récemment rencontré un représentant de la ministre Sheila Copps. Parcs Canada offrirait gratuitement le navire aux gens de Gaspé, mais il faudrait trouver le financement nécessaire au déménagement de la réplique et effectuer les réparations qui s'imposent, dont les coûts ne sont pas encore connus. Selon François Roussy, ce rapatriement pourrait contribuer à relever l'identité de la population de Gaspé. Le navire serait installé près de l'eau. La réplique avait été construite à Lévis, pour l'exposition internationale de 1967, à Montréal. N. B.

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

SOMMET DES AMÉRIQUES  
Rien de certainCLAUDE VAILLANCOURT  
Le Soleil

QUÉBEC — Les organisateurs du Sommet des Amériques, qui doit se dérouler du 20 au 22 avril 2001 à Québec, ne sont pas encore en mesure de révéler la teneur complète des mesures de sécurité qui seront prises à l'occasion de la rencontre des 34 chefs d'État et de gouvernement attendus dans la capitale québécoise.

Cette première « séance d'information » organisée aujourd'hui pour les journalistes a comme objet de « minimiser les impacts » de la tenue du Sommet sur la population, a fait savoir Éric Pelletier, directeur des médias à Québec pour le compte du Sommet.

Un représentant personnel du premier ministre du Canada, Marc Lortie, le directeur général de l'organisation du Sommet à Québec, Denis Ricard, et la porte-parole des quatre services policiers directement concernés par les mesures de sécurité, Julie Brongel, doivent faire le point sur les préparatifs entourant cette rencontre, la troisième du genre à être tenue dans les Amériques.

Les deux précédentes réunions de cette envergure avaient eu lieu à Miami, en 1994, et à Santiago (Chili) en 1998.

Mais depuis le premier Sommet, ces rencontres sont accompagnées de vives manifestations, certaines mobilisant de nombreux policiers. « C'est vrai qu'il y en aura, soutient M. Pelletier. Penser le contraire serait faire preuve de naïveté. Mais nous ne sommes pas rendus encore au scénario final de sorte qu'en ce qui concerne les accréditations, il y a encore beaucoup de travail à faire. »

Il y a deux semaines, LE SOLEIL révélait qu'une enveloppe budgétaire de 35 millions \$ avait été réservée pour mettre en place les mesures de sécurité qui seront déployées pour le Sommet. La venue des 34 chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud et des Caraïbes (sauf Cuba) devrait obliger la mise en place de vastes périmètres de sécurité, du Château Frontenac à l'hôtel Loews Le Concorde et l'accréditation de toutes les personnes qui auront à circuler dans le secteur. Des sources policières évaluaient à 35 000 le nombre de personnes susceptibles d'être concernées par ces accréditations. Enfin, la direction du Sommet des Amériques a prévu aussi compenser les pertes financières que subiraient certains marchands dans le périmètre visé par les mesures de sécurité.

La publication de ces informations a suscité un tollé dans plusieurs secteurs d'activités de Québec, notamment chez les fonctionnaires et les comités de citoyens.

« On avait prévu tenir des séances d'information mais cela nous a forcés à accélérer la chose », a concédé au SOLEIL la gendarme Julie Brongel, de la GRC.

Le Sommet des Amériques qui réunira environ 12 000 personnes (policiers compris) devrait traiter des droits de la personne, de la libération des échanges, de la coopération entre les pays, de la lutte aux narcotrafiquants et des technologies de communication.

## Gospel en dînant



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Les habitués du Café de l'espoir de l'Armée du Salut, rue Langellier, dînent au son de la musique gospel, depuis hier. Le pasteur Paul Labranche, sur cette photo, en compagnie de John McGrath, a annoncé que le café prolongera désormais ses heures d'ouverture, en après-midi, grâce à ce nouveau support musical. Les clients de ce resto, qui offre environ 200 repas par jour à 1,50\$, semblent bien apprécier l'initiative. M. L.

## Original mortel

Une femme est décédée mardi à la suite d'une collision avec un orignal, sur l'autoroute 20 à la hauteur de Saint-Eugène-de-Drummond. Claudette Marcotte, 60 ans, de Sept-Îles, était passagère dans l'auto conduite par son conjoint, qui a subi des blessures légères. C.S.

**PRIVÉ**  
Place de la Cité, Ste-fou  
657-7291

Homme et femme  
Cuir, agneau retourné,  
fourrure

Le  
GRAND SOLDE  
semi-annuel

Canapé 2 places en cuir véritable de couleur fauve  
**2995\$**

Disponible en canapé 3 places,  
choix de coloris moyennant un supplément.

Élément son de couleur nature  
**2965\$**

Disponible dans un  
choix de finitions

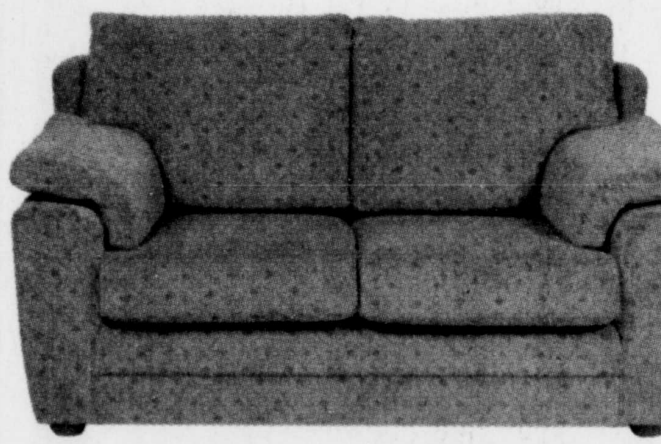


Fauteuil La-Z-Boy®  
**795\$**

Choix de garnissages  
moyennant un supplément



Économisez  
**10% à 50%**  
sur tout, tout, tout!



Canapé 2 places aux tons automnaux  
**1195\$**

Aussi disponible en canapé 3 places et dans un choix  
de garnissages moyennant un supplément.



Lit grand format fini cerisier  
**1095\$**



Mobilier de salle à manger  
La table et 4 chaises  
**2775\$**

Choix de finitions moyennant un supplément



\*Septembre 2001.  
Conditionnel à l'approbation  
du crédit. Acompte 30 %.  
Conditions en magasin.

CLASSIQUE  
1215, boul. Charest O.  
Québec, 681-0171

CONTEMPORAIN  
18, rue Courcellette  
Québec, 681-0171

**LA GALERIE  
DU MEUBLE**

DÉCORATION INTÉRIEURE

Site Internet : www.lagaleriesmeuble.com

1 800 463-2277

ROCHE BOBOIS  
9, rue Courcellette  
Québec, 681-4101

RIVE-SUD  
170, rte Kennedy  
Lévis, 838-9982



MEILLEUR COMMERCE  
DE MEUBLES AU QUÉBEC

Heures d'ouverture : Lundi au mercredi 9 h à 17 h 30; jeudi et vendredi 9 h à 21 h; samedi 9 h à 17 h; dimanche 12 h à 17 h.  
Certains articles présentés sont en quantité limitée et peuvent différer d'un magasin à l'autre.

MEURTRE DE MARC-ANDRÉ THIBAUT

# La SQ tente d'éclaircir les liens criminels de la victime

CLAUDETTE SAMSON  
Le Soleil

QUÉBEC — La Sûreté du Québec n'était pas encore en mesure de dire, hier, quelles étaient exactement les affiliations criminelles de Marc-André Thibault, cet homme de 43 ans abattu mardi dans le garage de l'immeuble où il vivait à Charlesbourg.

L'homme était bien connu des policiers pour ses accointances avec le monde du crime organisé, indiquait hier l'agent Richard Gagné, et notamment avec des trafiquants de drogue.

A première vue, il semblait plus près des Hell's Angels, mais « c'était un indépendant », selon le policier.

Lui-même n'avait pas de dossier de stupéfiants, cependant. En 1998, il avait reçu une absolution conditionnelle pour possession de matériel d'écoute électronique.

C'est aujourd'hui que sera faite à Montréal l'autopsie sur le corps de Thibault, qui a reçu plusieurs balles dans le dos.

Pour l'heure, les enquêteurs tentent toujours d'établir comment les agresseurs ont pu pénétrer dans le garage de

l'immeuble du 4412, Place le Monelier, protégé par une entrée électronique.

Il existe trois possibilités : ils ont profité de l'entrée d'un autre propriétaire pour se glisser prestement à l'intérieur, ils ont sauté par-dessus la clôture du garage d'été pour se glisser ensuite à l'intérieur, ou quelqu'un les a fait entrer.

Chose certaine, le fait que le drame se soit déroulé en milieu fermé a permis aux policiers de protéger la scène du crime de toute indiscretion, ce qui ne peut que faciliter leur travail.

Ils regrettent toutefois que le corps ait été enlevé avant leur arrivée.

La victime n'est pas sortie intubée sur une civière, mais le visage recouvert d'une couverture. Autrement dit, il n'y

avait aucun doute sur son décès.

Ce sont les policiers de Charlesbourg qui sont intervenus les premiers, croyant d'abord avoir affaire à un suicide.

Deux armes de poing ont été retrouvées à l'intérieur du garage.

Marc-André Thibault avait emménagé dans cet immeuble en mai. Il avait acquis un luxueux condominium au coût de 170 000 \$.

**Il semblait plus près des Hell's Angels, mais « c'était un indépendant »**

Les Ateliers de conversation anglaise  
Cours d'anglais le jour, le soir, le samedi matin, session intensive ou privée

NOUVEAU

Cours de conversation espagnole

Seulement des petits groupes!

Aux ateliers, c'est vous qui parlez!

18<sup>e</sup> ANNÉE

Place de la Cité, Sainte-Foy  
657-2600

LE SOLEIL

la vie, mot à mot

www.lesoleil.com



Pour ceux qui rêvent en couleurs.

Saphirs montés sur or jaune et blanc 18 carats.  
Collier, 575 \$.  
Bague, 1 100 \$.  
Dormeeses, 575 \$.

BIRKS

LES PIERRES PRÉCIEUSES. depuis 1879



Place Ste-Foy 653-4035  
1 800 682 2622 www.birks.com

MAUDE  
e c e t e r a

collection automne-hiver  
exclusivités européennes

J'ai du style  
J'ai de la personnalité  
J'ai des courbes  
tailles 14 - 16 - 18...

PLACE DE LA CITÉ 658-2874

OK, LET'S TALK!

L'ANGLAIS pour les AFFAIRES, pour VIVRE AU QUOTIDIEN, pour VOYAGER ou, tout simplement, pour NAVIGUER SUR INTERNET...



OFFREZ-VOUS  
Le Campus anglais du  
Collège O'Sullivan  
de Québec.

Depuis déjà huit ans, le Collège O'Sullivan de Québec offre la possibilité à ses élèves de recevoir des cours en immersion anglaise au Campus anglais (600, rue Saint-Jean).

**NEW!** Il est maintenant possible à toute personne désireuse de perfectionner son anglais de suivre un programme de six semaines en immersion anglaise au Campus anglais (600, rue Saint-Jean). Tout s'y déroule exclusivement en anglais, dans une atmosphère amicale et chaleureuse favorisant l'apprentissage de cette langue seconde.

- Petits groupes de 8 à 12 personnes
- 16 octobre au 1<sup>er</sup> décembre 2000, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 15 h 30
- Date limite d'inscription : 29 septembre 2000
- Date du test de classement : 5 octobre 2000
- Coût : 1 145 \$ par session (tarif/horaire 7 \$)

Cours de conversation anglaise le soir.

Pour nos programmes de niveaux secondaire professionnel et collégial, réservez dès maintenant votre place pour janvier et août 2001!

COLLÈGE O'SULLIVAN DE QUÉBEC,  
SUR LA RUE SAINT-JEAN

Bienvenue!

Welcome!

Campus français  
840, rue Saint-Jean  
Québec (Québec)  
G1R 1R3  
(418) 529-3355



English Campus  
600, rue Saint-Jean  
Québec (Québec)  
G1R 1P8  
(418) 529-3330

## Grande vente des manufacturiers



VALCOURT Modèle FP2

www.giroux-maconnex.com

Vendredi 8, samedi 9 et dimanche 10 septembre

Prime spéciale sur appareils haut de gamme.

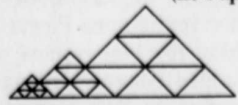
Démonstrateurs à liquider.

Prix spéciaux sur presque tous les poêles et foyers.

Payez comptant et ajoutez les rabais suivants au prix déjà réduit :

3% le vendredi • 2% le samedi • 1% le dimanche

(ne s'applique pas aux appareils en liquidation)



Centre de chaleur  
GIROUX • MAÇONNEX



RBQ 8239-1038-49

5690, Pierre-Bertrand N., Québec 622-8500



La firme Génivar a pris, hier, des relevés de la vitesse de l'eau au pied des chutes.

LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

L'AUTOMNE  
vous fait  
de beaux  
clins d'oeil  
avec des  
NOUVELLES  
COLLECTIONS  
déjà en magasin



Toutes les taxes sont incluses dans nos prix.

**MannEquin**  
PLACE DE LA CITÉ  
659-4798

1488557

LA **Liquidation** RECORD 0%  
jusqu'à 60 mois à l'achat

**Neon 2000**

2025, Jean-Talon Sud  
Sainte-Foy  
www.sfchrysler.com  
**682-2025**

STE-FOY  
CHRYSLER

## Les chutes de la Chaudière quasiment à sec

### Innergex passe au débit de nuit pour en étudier les effets sur les poissons

PIERRE PELCHAT  
Le Soleil

■ CHARNY — Il n'y avait pas beaucoup d'eau dans les chutes de la Chaudière hier après-midi. Et pour cause. Ce n'est pas parce qu'il n'a pas plu beaucoup ces derniers temps. Oubliez ça. La raison est d'ordre environnemental et scientifique.

Voici le forfait Payez & Parlez de Clearnet, le seul prépayé avec autant d'extras inclus. Un forfait simple, conçu spécialement pour vous permettre de contrôler vos coûts. Les cartes Payez & Parlez sont offertes au prix de 50\$, de 25\$ et de 10\$. Peu importe la carte que vous choisissez, vous avez droit à tout un tas d'extras sans extra. Et si vous achetez un téléphone Payez & Parlez avant le 30 septembre, nous y ajouterons même un appareil-photo JoyCam gratuit\*. Venez nous visiter au [www.clearnet.com](http://www.clearnet.com) ou faites le 1 888 CLEARNET. Le futur est simple.

extras  
inclus

- prêt-à-naviguer
- messagerie vocale
- afficheur
- appel en attente
- programme AVANTAGES™
- appels locaux gratuits le jour de votre fête



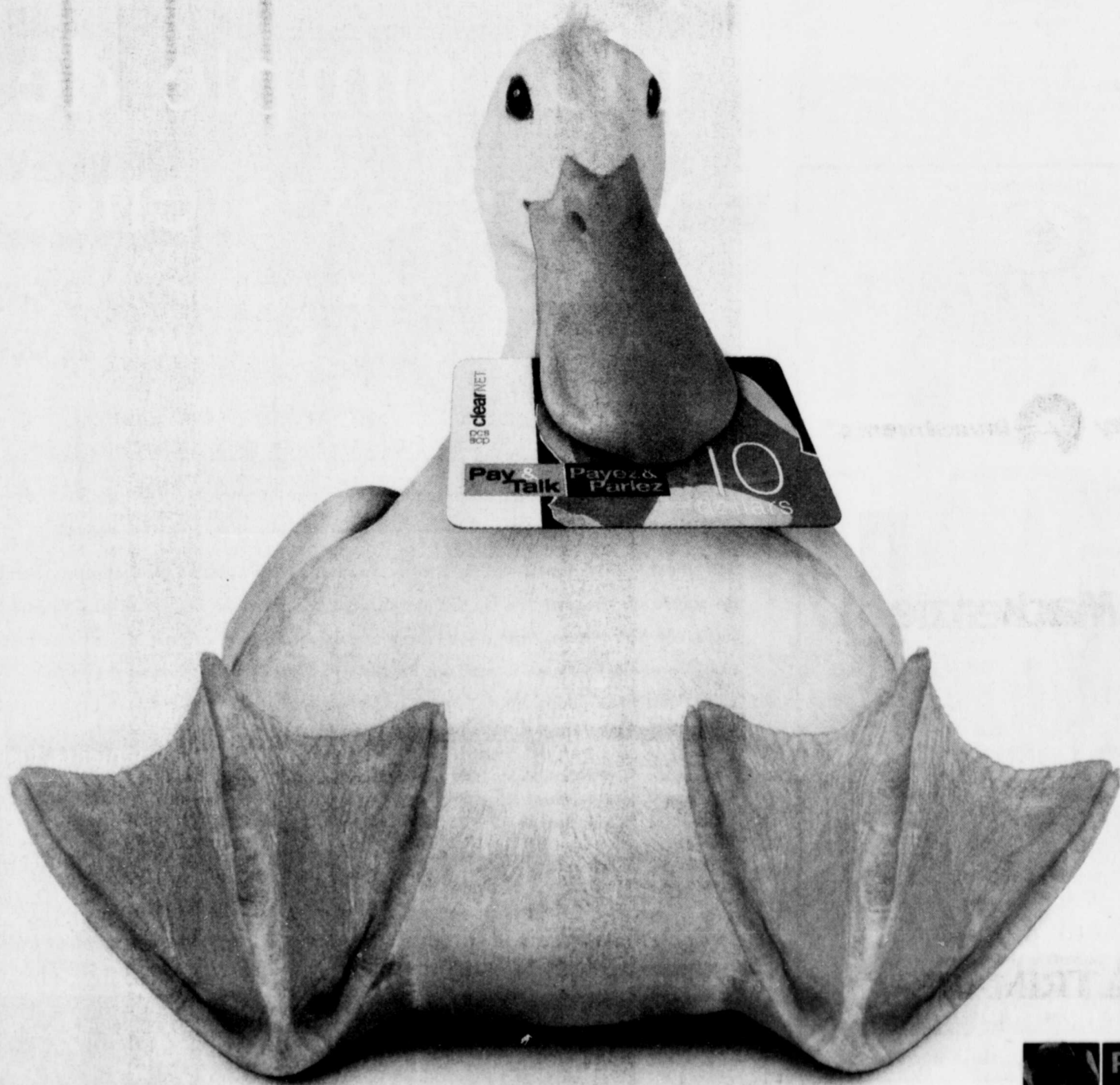
Qualcomm 1960  
99,99\$\*



Sanyo 4000  
149,99\$\*

\*Le téléphone est vendu avec une carte de temps d'antenne de 50\$.

# Je suis le fameux prépayé Clearnet. Voici ma carte.



clearnet

Payez & Parlez

Magasinez en ligne à [www.clearnet.com](http://www.clearnet.com) ou appelez au 1 888 CLEARNET

Téléphones et cartes Payez & Parlez offerts aux emplacements suivants:

BOUTIQUES clearnet

Dumoulin  
REGION METROPOLITAINE

COMPLUCENTRE

EN GROS

Centre du Rasoir

Les Galeries de la Capitale, Québec

Place Laurier, Québec

Compu  
Strieur

LA CABINE  
TELEPHONIQUE

FUTURE SHOP

CENTRE HI-FI

Cartes Payez & Parlez offertes aux emplacements suivants:

ULTRAMAR

ULTRAMAR

ULTRAMAR

EN BREF

BEAUCE

### 15<sup>e</sup> souper des jeunes en affaires

Pour une 15<sup>e</sup> année consécutive, le Conseil économique de Beauce présentera le Souper des jeunes gens d'affaires au Georgesville, le 12 octobre. Le conférencier invité sera Pierre Thabet, président de l'entreprise Boa-Franc de Saint-Georges. L'événement pourra accueillir 350 personnes. L'activité se veut un moyen de favoriser les liens et les échanges entre les gens d'affaires et les jeunes entrepreneurs beaucerons. Pour réserver, il suffit de communiquer avec Louise Roy, au (418) 228-8123. L.D.



M<sup>e</sup> Montreuil vit comme une femme dans tous les aspects de sa vie.

## CHANGEMENT DE PRÉNOM

### M<sup>e</sup> Montreuil revient à la charge

Il accuse le Directeur de l'état civil d'avoir menti

GUY BENJAMIN  
Le Soleil

QUÉBEC — Micheline Montreuil, alias Pierre, accuse le Directeur de l'état civil du Québec d'avoir menti aux tribunaux et de mentir à la population sur les règles entourant le changement de nom. C'est la raison invoquée par l'avocat de Charlesbourg pour retourner devant la Cour d'appel du Québec.

Le plus haut tribunal de la province entendra la requête en rétractation de M<sup>e</sup> Montreuil lundi. Cette procédure est permise lorsque des faits nouveaux suffisamment importants permettent de croire qu'une décision rendue par un tribunal aurait été différente si ces faits avaient été portés à la connaissance des juges.

Celui qui utilise le prénom de Micheline depuis plusieurs années multiplie les défaites devant les tribunaux. Les débats devant la Cour supérieure, une première fois devant la Cour d'appel, et devant la Cour suprême n'ont toujours pas permis d'ajouter le prénom de Micheline au certificat de naissance. Pour être précis, M<sup>e</sup> Montreuil demande de retrancher les prénoms Joseph et Yves, qu'il n'a jamais utilisés, et d'ajouter le prénom de Micheline. Ainsi, l'acte de naissance serait au nom de « Micheline Pierre Papineau Montreuil ».

Le mensonge, selon M<sup>e</sup> Montreuil, vient du fait que le Directeur de l'état civil, par la voix de son avocat, prétend avoir rendu une décision conformément aux « Orientations et lignes directrices en matière de changement de nom », aux « Pratiques en matière de changement de nom » ou aux « Politiques en matière de changement de nom ».

Trois documents qui n'existent tout simplement pas, affirme M<sup>e</sup> Montreuil, dans sa requête en rétractation. Il a eu recours à la Loi d'accès à l'information pour tenter d'obtenir les trois documents en question. C'est ainsi qu'il a appris que les documents sur lesquels le Directeur de l'état civil prétend baser ses décisions n'existent pas.

Ce qui fait dire à l'avocat de Charlesbourg que les décisions du Directeur de l'état civil sont basées sur ses caprices, ses préjugés, ses attitudes discriminatoires et son arbitraire.

Précisons que M<sup>e</sup> Montreuil utilise le prénom Micheline et vit comme une femme dans tous les aspects de sa vie, sauf en ce qui concerne son permis de conduire, sa carte d'assurance-maladie et sa carte de membre du Barreau. Trois documents qui requièrent un changement de nom sur l'acte de naissance pour pouvoir en obtenir de nouveaux sous un autre nom. C'est ainsi que M<sup>e</sup> Pierre Montreuil est l'avocat de Micheline. Parce que cette dernière n'a pas le droit de pratiquer le droit.

Micheline Montreuil est professeure à temps partiel au campus de Lévis de l'Université du Québec à Rimouski et entame des études au niveau du doctorat à l'Université Laval. Le sujet de sa thèse sera l'identité sexuelle : mythes et réalités juridiques.

Quant à la question du changement de sexe, M<sup>e</sup> Montreuil précise que la décision finale n'est pas prise. Deux étapes ont été franchies, soit la prise d'hormones pour faire croître les seins, et l'éradication des poils. Mais le processus s'arrête là pour l'instant. Il précise qu'il pourrait très bien vivre en « transgenre ». Il s'agit d'hommes qui vivent comme s'ils étaient des femmes, ou vice versa, sans passer par l'étape médicale du changement de sexe.

## EN BREF

### LAUZON

#### Casino scout et guide le 14 octobre

Activité de financement qui revient chaque année depuis trois ans, le casino de la Fondation du Groupe scout et guide de Lauzon inc. se déroulera le 14 octobre, à la Maison des aînés. C'est ce qu'a indiqué la fondation en précisant que le casino prendra cette année une saveur toute mexicaine. Parrainé par la conseillère municipale Lise Bourgault et l'architecte Marcel Blouin, deux personnes connues pour leur engagement auprès des jeunes, le Casino mexicain a un objectif de 6000 \$ à 7000 \$. En plus d'aider les jeunes moins favorisés financièrement et de supporter la formation des animateurs à la méthodologie scout, la fon-

dation veut contribuer au développement d'un terrain de campement à Saint-Philémon. Pour info: Normand Bourgault au 837-0009, et Jean-Clau de Beaulieu au 833-6545. M.S.-P.

### QUÉBEC

#### Côte fermée

La circulation automobile est interdite, dès aujourd'hui jusqu'au 15 septembre, dans la portion de la côte Sherbrooke comprise entre les rues Arago Ouest et des Franciscais en raison de l'ampleur des travaux réalisés sur le réseau d'aqueduc dans ce secteur. Les automobilistes se dirigeant vers la haute-ville devront emprunter la rue Arago et la côte De Salaberry. Ceux qui se dirigent vers la basse-ville devront emprunter le chemin Sainte-Foy, la côte Salaberry et le boulevard Langelier. C.V.

## Solde de faillite officiel

### Tapis persans et orientaux

Nous avons été mandatés pour liquider les actifs restants de la faillite de Collection Ziai de Toronto, complétés par des articles supplémentaires pour les résidents de Rivière-du-Loup. C'est la collection la plus extraordinaire et la plus complète de tapis persans, sans comparaison possible avec tout ce que vous avez pu voir ou jamais imaginer. Quelques exemples : soies rehaussées Tabriz, Isfahan, Nain, Qum (pure soie), Serapi, Caucasian, Kashans signés, Mashad ancien, Qashgahi et plusieurs autres en dimensions, motifs et couleurs variés. Aucune offre raisonnable ne sera refusée!

#### Tapis persans - exemples:

			MAINTENANT
Kashan signé	14' x 10'	12 500\$	1299\$
Mashad	13' x 10'	12 200\$	1199\$
Tabriz	7' x 10'	9 200\$	899\$
Nain laine/soie	7' x 10'	12 600\$	1399\$
Heriz	8' x 11'	11 500\$	1199\$
Zanjan	5' x 7'	2 900\$	199\$
Tapis de couloir	2,6 x 9'	1 300\$	199\$

Et plusieurs autres tapis de 2' x 3' à 12' x 16'

#### Dernière chance

Le solde débute

SEULEMENT  
1  
JOUR

Jeudi  
7 SEPTEMBRE  
14h à 20h

Lieu: Hôtel Lévesque  
CENTRE-VILLE  
171, rue Fraser, Rivière-du-Loup  
(418) 862-6927



Conditions: comptant, Visa, Amex et chèque.  
Tous les articles sont étiquetés et garantis authentiques.  
Le solde est assuré par World of Art Inc.  
Pour tout renseignement: (418) 665-1441  
Peut ne jamais se représenter!

## EN PRIMEUR



Nouveau

# La décision de placement la plus simple de votre existence

Faites d'une pierre six coups en optant pour l'un des portefeuilles Choix Sélect Royal.

Chacun de nos quatre nouveaux portefeuilles à gestion professionnelle vous donne accès, sans commission, à une combinaison bien diversifiée des meilleurs fonds communs au Canada. Quel que soit votre degré de prudence ou d'audace, nous pouvons vous offrir plus de choix et un mode d'investissement simple et intelligent.

Vous pouvez acquérir des parts des portefeuilles Choix Sélect Royal dans toute succursale de la Banque Royale et du Trust Royal ou en appelant notre service Tele-Placements Royal au 1-800-ROYAL-63\*. Pour de plus amples renseignements, visitez notre site Web, à [www.banqueroyale.com/fir](http://www.banqueroyale.com/fir).



Membre du Groupe Financier Banque Royale

LES PORTEFEUILLES CHOIX SÉLECT ROYAL  
Un mode d'investissement intelligent

Les portefeuilles Choix Sélect Royal sont aussi offerts par Actions en direct Banque Royale Inc. (courtage à escompte), RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et d'autres courtiers autorisés. Nous détenons une licence d'emploi des marques de commerce de la Société AGF, de Fonds Mutuels C.I., de Fidelity Investments, de la Corporation Financière Mackenzie, de Fonds d'investissement Royal et de Gestion de placements Trimark. Ces entreprises ont assumé une partie des frais publicitaires associés à la présente annonce. Les fonds communs de placement Royal sont offerts par la société Fonds d'investissement Royal Inc., membre du Groupe Financier Banque Royale. Les placements en fonds communs peuvent entraîner des commissions, des frais administratifs et des frais et dépenses de gestion. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et leurs rendements antérieurs ne sont pas nécessairement répétés. © Marque déposée de la Banque Royale du Canada.

# Grande ouverture

MELANIE LYNE  
PLACE LAURIER

Du 31 août au  
10 septembre

Joignez-vous à nous pour des événements spéciaux durant notre grande ouverture! Notre nouveau magasin est situé au deuxième étage de la Place Laurier, à deux pas de chez Laura.

#### OFFRE SPÉCIALE

Épargnez 50 \$ sur tout achat de 250 \$ ou plus avec le coupon-rabais. Coupon disponible jusqu'au 10 septembre 2000 chez Melanie Lyne à Place Laurier. Limite d'un coupon par client.

#### COLLECTE DE FONDS

Les 7 et 8 septembre, 5% des ventes de Melanie Lyne à Place Laurier (avant les taxes applicables) sera versé à la Société canadienne du cancer pour financer la recherche sur le cancer du sein et les programmes de soutien.

MELANIE LYNE

Place Laurier  
(418) 656-0383

# LE QUÉBEC LE CANADA

## Ménard craint de braquer les policiers de la SQ Il refuse de parler de sanctions avant la signature de l'entente

MONTREAL (PC) — Il faudra attendre que l'entente de principe conclue entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux des policiers de la Sûreté du Québec ait été entérinée pour connaître l'ampleur des changements qu'entend apporter le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, au régime syndical actuellement en force.

De même, le ministre Ménard s'est bien gardé hier de donner des précisions sur les décisions qu'il entend prendre en regard des gestes posés par certains policiers, en guise de moyens de pression.

Il y a eu ralentissement de la circulation automobile aux heures de pointe, omission d'émettre des contraventions dans des cas de violation du Code de sécurité routière, utilisation d'une essence plus onéreuse que celle requise par les véhicules policiers et imitation de la signature du directeur général de la SQ, entre autres.

Interrogé là-dessus, le ministre a finalement lancé aux journalistes: «Vous ne voulez pas qu'elle soit signée cette entente de principe?»

«Étudiez-vous la possibilité d'imposer des sanctions», a demandé un autre. «Pour le moment, je n'étudie rien. J'attends que l'accord de principe soit sanctionné et signé», a répliqué le ministre.

Quant à l'impression que les policiers ont fait preuve d'une sévérité inhabituelle sur les routes du Québec au cours du dernier longweek-end, le ministre a décliné des chiffres qui démontrent qu'il n'en est rien.

«On n'a pas de quotas mais à l'époque où il n'y avait pas de moyens de pres-

sion du tout, la moyenne était de 30 000 contraventions par mois. Il y a eu, paraît-il, 6000 contraventions en fin de semaine», a-t-il assuré. «On est dans la bonne moyenne de ce que c'était auparavant», a ajouté le ministre.

Le ministre a cependant indiqué que «les demandes traditionnelles de passer l'éponge à la fin, au moment d'établir les protocoles de retour au travail, n'ont pas été acceptées».

Sur les changements à venir quant à l'organisation syndicale à la Sûreté du Québec, le ministre a promis de s'y attaquer quand le calme sera revenu et que la convention collective aura été signée.

**Pas plus de constats d'infraction en fin de semaine**

## Au-delà de la ligne de parti Les députés péquistes misent sur les fusions

MICHEL CORBEIL

Le Soleil

QUÉBEC — Les députés péquistes de la région de Québec refusent que leur position face à la réforme municipale se résume à la simple «ligne de parti». En leur «âme et conscience», ils en sont venus à la conclusion que les regroupements forcés de villes sont la seule voie pour renforcer la région.

C'est ce qu'ont laissé entendre, hier, trois élus du Parti québécois. Ils ont insisté sur le fait qu'ils n'entendent privilégier aucun scénario de fusion avant le 30 septembre, lorsque le mandataire du gouvernement dans ce dossier, Jean-Louis Lapointe, déposera son rapport.

Les députés Jean-François Simard (Montmorency), Diane Barbeau (Vanier) et Michel Côté (La Peltrie) ont réagi à un éditorial du SOLEIL. Ils ont manifesté leur désaccord à ce qu'on compare leur travail à celui d'une «machine à voter» au service du conseil des ministres de Lucien Bouchard.

«On s'en va vers des regroupements majeurs, a dit M. Simard. Et je suis pour ça, en mon âme et conscience. C'est sûr que ce sera dans l'intérêt de Beauport» qui fait partie de sa circonscription.

Il ne faut pas se surprendre de cette opinion, a-t-il suggéré. M. Simard a été, au début des années 1990, un des vice-présidents de l'aile des jeunes de la commission sur l'avenir du Québec. Une des conclusions était qu'il y avait trop de municipalités. «C'est normal que les maires prennent pour leur ville, a-t-il repris. Nous, nous sommes députés pour la région. Ce qui se dégage est que Québec est plus que l'addition des villes.»

Michel Côté a soutenu qu'aucune ligne de parti n'a été dictée aux députés. «À coups d'analyses et de réflexion, nous (le caucus régional) avons cheminé». Dans son cas, il admet même avoir «beaucoup cheminé», lui qui a dans sa circonscription Sainte-Foy, dont la mairesse Andrée Boucher représente la plus virulente opposante aux fusions.

Le député de La Peltrie s'est montré réticent à parler de «fusions forcées». «Est-ce si forcé que cela? Avez-vous entendu d'autres opposants que les maires... À l'exception des lignes ouvertes. Nous avons l'intérêt de nos concitoyens autant à cœur que les maires.»

La représentante de Vanier à l'Assemblée nationale a aussi fait valoir que l'opposition à la réforme est bien moins étendue que ses détracteurs veulent l'affirmer. M<sup>me</sup> Barbeau a mentionné qu'elle a reçu à peine huit appels de citoyens après que les édiles aient fait publier son numéro de téléphone dans un hebdomadaire. «Et il y en avait un qui nous était favorable», a-t-elle précisé.

Le message qu'elle reçoit des gens qu'elle rencontre, c'est que l'iniquité fiscale, «les chicanes de clochers, les parcs industriels qui se font compétition, il faut régler ça. Mais dans l'état actuel des choses, il n'y en aura pas de fusions volontaires.» Ce qui importe aux citoyens, a-t-elle expliqué, c'est que l'opération ne se traduise pas par une hausse de taxes, que cela ne leur fasse pas payer les dettes d'une autre ville et que la démocratie locale soit préservée.

Rencontré hier, le député libéral de Limoilou n'a pas caché qu'il demeure méfiant face à la refonte municipale. «Nous ne sommes pas contre les fusions, mais contre le fait que le gouvernement les impose.» À son avis, tout le débat se ramène à une question: «Le citoyen trouve-t-il son profit par de meilleurs services et une baisse du compte de taxes? Le gouvernement a sûrement des études. Mais il n'a jamais voulu les déposer.»



La ministre Louise Harel et le président du conseil d'Infrastructures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt.

# 175 millions \$ pour l'eau

## Québec lance son propre programme d'infrastructures municipales

ROBERT FLEURY

Le Soleil

■ QUÉBEC — Avec un fonds de 175 millions \$ provenant du budget Landry du printemps, lequel a déjà rapporté 2,6 millions \$ d'intérêts à Infrastructures-Québec, de nombreuses municipalités pourront améliorer la qualité de leur approvisionnement en eau potable et la disposition de leurs eaux usées d'ici cinq ans.

«Cela permettra la création de 4000 emplois et engendrera des immobilisations de 300 millions \$. Et cela se fera dans le respect de l'aménagement du territoire sans contribuer à l'étalement urbain», assure Gilles Vaillancourt, maire de Laval et président du conseil d'Infrastructures-Québec.

L'organisme a but non lucratif compte des représentants du ministère des Affaires municipales, de l'UMQ et de la Fédération québécoise des municipalités sur son conseil. Il a vu le jour en mars 2000 pour disposer de surplus budgétaires du gouvernement québécois afin de les affecter à la réfection d'infrastructures d'aqueduc et d'égout. Il est distinct du programme Canada-Québec-Municipalités, lequel porte en outre sur les réfections de rues et les grands équipements urbains.

«Les projets seront évalués selon la pertinence, non sur la base du premier arrivé, premier servi», précise M. Vaillancourt. Les municipalités doivent adresser leur demande avant le 1<sup>er</sup> décembre.

«Avec un montant de 20 à 30

millions \$, on règle le problème de municipalités dont l'approvisionnement en eau est en difficulté actuellement», estime la ministre des Affaires muni-

## Harel tance Ottawa, Vaillancourt tempère

QUÉBEC — «Ottawa ne doit pas faire de chantage et exiger autre chose que ce qu'il a fait dans le passé. Procéder autrement serait du chantage», déclarait hier la ministre des Affaires municipales et de la métropole en dévoilant le programme québécois d'Infrastructures-Québec.

Louise Harel apportait ainsi un appui sans équivoque à son collègue des Finances et vice-premier ministre Bernard Landry, lequel affirmait mardi qu'il renoncerait plutôt aux 500 millions \$ du programme canadien d'infrastructures s'il devait se plier aux nouvelles exigences d'Ottawa.

Selon lui, le fédéral veut se réserver 20 % d'interventions directes auprès de villes et villages et exigerait une visibilité accrue ainsi que des affiches

ciales, Louise Harel.

VILLES CIBLÉES

Il y a quelques semaines, le ministre de l'Environnement Paul Bégin a ciblé 90 municipalités qui devaient améliorer leur eau de consommation. Leurs demandes seront traitées en priorité.

«Ces municipalités nécessitent une aide souvent modeste. Dans le cas de Martville et de La Patrie, on parle de montants d'aide de 40 000 \$ à 100 000 \$», observe la ministre Harel.

Infrastructures-Québec a déjà ac-

cepté les projets d'amélioration des réseaux d'eau potable de Les Éboulements, Saint-Joseph-de-la-Rive, de Saint-Alphonse, Les Cèdres, Saint-Adrien-d'Irlande, La Patrie et Martville et 11 autres petites municipalités seraient en voie d'acceptation.

Le programme offre des subventions de 50 à 85 % selon qu'il s'agit de corriger des problèmes d'approvisionnement d'eau, de réfection d'aqueduc et d'égouts ou de la construction de telles infrastructures si elles sont inexistantes.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

Le maire de Laval croit que l'affichage bilingue ne concerne que quelques municipalités où la population est en majorité anglophone.

«À Laval, les affiches étaient en français seulement et elles vont le rester», tranche-t-il.

structures-Québec et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, minimise les propos de M. Landry.

«C'est une position de négociation. Je doute qu'il laisse passer 500 millions \$ d'Ottawa. En fait, on a besoin de deux à trois fois ce montant pour remettre les municipalités à jour dans leurs travaux d'infrastructures. Ce qu'on retarde de faire, on en paiera le gros prix plus tard», prévient plutôt le président d'Infrastructures-Québec.

TOIT DU STADE

Mazda poursuit Birdair

RICHARD HÉNAULT  
Le Soleil

QUÉBEC — Par suite de l'effondrement d'une partie du toit du Stade olympique, en janvier 1999, les assureurs de Mazda Canada intentent une poursuite de 185 200 \$ contre Birdair, la compagnie ayant installé la toiture de fibre de verre recouverte de Téeflon, et trois sous-traitants.

La poursuite a été déposée au palais de justice de Québec bien qu'aucune des parties impliquées n'ait sa place d'affaires dans la Vieille Capitale. Les sous-traitants visés par la procédure sont en effet Danny's Construction, une entreprise américaine, Montacier, de Boisbriand, et Rousseau Sauvé Warren, de Montréal. Ces entreprises ont exécuté ou surveillé les travaux d'installation de la toiture du Stade.

Les demandeurs rappellent dans leur déclaration que, le 18 janvier 1999, la compagnie Birdair avait suspendu les travaux d'installation de la nouvelle toiture pour permettre la tenue du Salon international de l'auto de Montréal. La majorité sinon la totalité des équipements d'exposition de Mazda se trouvaient alors au stade. Ce jour-là, une section de la nouvelle toiture s'est effondrée, entraînant avec elle une avalanche de neige et de glace dans la zone d'exposition. De plus, la fonte de la neige et de la glace a résulté en une quantité imposante d'eau.

Selon les compagnies d'assurances demanderes, la toiture installée par Birdair n'était pas appropriée pour l'usage auquel elle était destinée. Plus spécifiquement, Birdair se voit reprocher de ne pas avoir adéquatement calculé le poids et la pression de la neige et de la glace. Quant aux autres défendeurs, allègue-t-on dans la poursuite, ils auraient dû connaître ces déficiences.

Les dommages subis par Mazda lors de cet effondrement sont d'un montant supérieur à celui réclamé dans la poursuite, qui correspond en fait aux indemnités versées par les trois compagnies d'assurances, Tokyo Marine & Fire Insurance, Sumitomo Marine & Fire Insurance et Yasuda Fire & Marine Insurance.

SHAWINIGAN (PC) — L'ex-épouse du journaliste Daniel Brosseau a pressé ce dernier d'agir rapidement à la fin du mois de décembre 1998 après avoir été victime de menaces de mort de la part de son fils. Daniel Brosseau a effectivement répondu à l'appel de détresse de son ancienne compagne mais quelques jours plus tard, le 11 janvier 1999, il était retrouvé mort à proximité de son chalet du Chemin de la baie à Saint-Boniface.

Depuis le début du mois de décembre 1998, Marie-Paule Ferland Brosseau, la mère de l'accusé, avait noté des changements de comportement importants chez Félix, son fils unique. Témoignant au procès de ce dernier qui doit répondre du meurtre de son père, elle a expliqué qu'en fait, depuis le retour de son garçon à la maison, après avoir travaillé plusieurs mois à

Vancouver, il avait beaucoup changé. Physiquement d'abord, il avait perdu plus de 50 livres, et puis au plan du comportement, il était devenu un type taciturne, déprimé et sans ambition.

« Il ne dormait plus, il avait toujours mal au dos », a-t-elle expliqué en ajoutant qu'elle avait réussi à l'amener chez un chiropraticien. Au fil des mois, a mentionné la mère, Félix n'était plus le jeune homme d'affaires ambitieux et entreprenant qu'il était avant son voyage à Vancouver. Elle a tenté à plusieurs reprises de le conduire chez le médecin mais elle se butait à une forte résistance de son fils qui lui répétait qu'on ne le ferait pas passer pour fou.

En novembre 1998, les choses se sont aggravées. Soudainement, Félix Brosseau ne reconnaissait plus sa mère. Interrogée par le procureur de l'accu-

sé, M<sup>re</sup> Pierre Spain, elle a mentionné que son fils la prenait pour un sosie de sa mère, qu'elle était quelqu'un d'autre. Alors qu'il adorait la cuisine de sa mère, il s'est mis à lui dire que sa nourriture était infecte. Il refusait de s'alimenter.

Selon Marie-Paule Ferland Brosseau, son fils l'épiait constamment et surveillait à toute heure ses allées et venues. Il aurait même appelé à la banque pour avertir le personnel que sa mère faisait une dépression et que son écriture était modifiée.

Au début du mois de décembre 1998, le fils a, une première fois, abordé sa mère, alors qu'elle faisait la vaisselle. Selon elle, il s'est placée derrière elle, en faisant semblant de lui masser les épaules et le cou. Elle n'a pas apprécié et l'a fait savoir à son fils. Puis, le 6 décembre, la même scène s'est répétée.

Là, la mère a eu peur. « Il ne m'a pas serré le cou mais j'avais une drôle d'impression », a-t-elle déclaré. Le soir de cet incident, elle a préféré aller coucher à l'hôtel. Elle est retournée chez elle le lendemain convaincue que son fils ne lui ferait pas de mal.

Puis le 23 décembre, Félix Brosseau aurait repris le même manège. « Il s'est approché de moi et m'a dit qu'il ne savait pas ce qui le retenait de me faire sauter la tête », a-t-elle dit. Elle a ajouté qu'elle tremblait et qu'elle était apeurée. La mère a ensuite rejoint Daniel Brosseau, par téléphone. Elle lui a demandé d'agir vite, avant qu'il n'arrive quelque chose de regrettable. Les jours suivants, Daniel Brosseau a tenté de trouver un appartement pour son fils mais sans succès.

Le témoignage de la mère se poursuivra aujourd'hui.

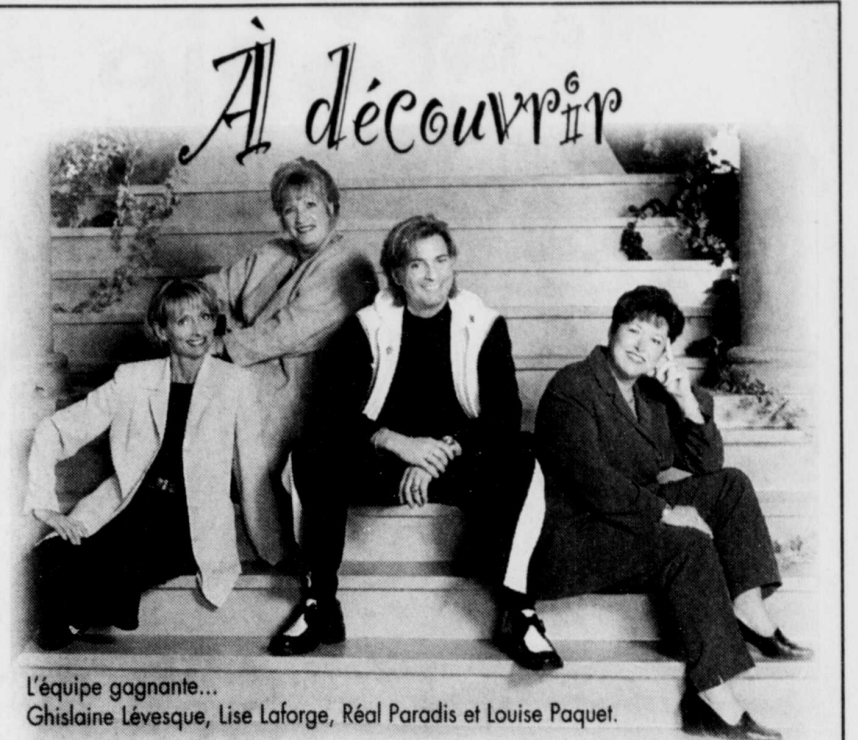
Pas nerveux



Keelan O'Connell, de Red Deer en Alberta, garde l'oeil bien ouvert sur cette impressionnante mante religieuse. Cet insecte carnassier est l'un des deux seuls qui ont survécu sur un total de 180, nés d'un sac d'oeufs qu'il avait obtenu il y a six mois.

HÔPITAL DE SHAWINIGAN  
L'obstétrique ferme à son tour

Après la salle d'urgence à la fin de juillet, c'est au tour du département d'obstétrique de fermer ses portes temporairement au Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie (CHCM), en raison du manque de médecins. La salle d'accouchement du CHCM sera donc fermée à partir de demain, jusqu'au 22 septembre. Aucun service pour les femmes enceintes ne pourra être offert sur l'étage de l'obstétrique pendant cette période. Cette fermeture temporaire est due au manque chronique d'obstétriciens-gynécologues. Normalement, le CHCM devrait fonctionner avec une équipe de quatre spécialistes; depuis quelques temps, seulement deux gynécos se partagent le travail. La pénurie fait en sorte que la salle d'accouchement ne peut être fonctionnelle que deux semaines sur quatre. On savait depuis le 15 juin dernier qu'une rupture de services en gynécologie était prévisible, le départ d'un gynécologue le 1<sup>er</sup> juillet ayant aggravé la situation. À force de démarches, on avait réussi à combler les lacunes jusqu'à la mi-août, notamment en ayant recours aux services de médecins à la retraite. (PC)



L'équipe gagnante...  
Chislaine Lévesque, Lise Laforge, Réal Paradis et Louise Paquet.

Importations européennes pour dames  
de 4 à 20 ans  
**L'Inconnue**  
Place Ste-Foy 654-9944

ON AGRANDIS  
IL FAUT FAIRE DE LA PLACE



ON PAIE LES  
**2 TAXES**  
SUR TOUS LES  
MEUBLES, ÉLECTROMÉNAGERS ET MATELAS

**BIENTÔT  
LE PLUS VASTE CHOIX  
DE LA RÉGION DE QUÉBEC  
POUR VOTRE  
AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR**

LES SEULS A VOUS OFFRIR L'ACHAT SUR LE NET

**www.napert.com**

Magasins  
NAPERT

À 20 minutes des ponts  
Autoroute de la  
Beauce (73)

95

Avec VISA Desjardins, accord D  
Desjardins  
votre financement est accord D!

3 ANS POUR PAYER  
SANS PENSER, SANS INTÉRÊTS

1.800.463.0807  
napert@globetrotter.net

- MEUBLES NAPERT PLACE NAPERT I (418) 387-5015
- DÉCOR NAPERT PLACE NAPERT I (418) 387-7878
- ÉLECTRONIQUE NAPERT PLACE NAPERT II (418) 387-7343
- INFORMATIQUE NAPERT PLACE NAPERT II (418) 387-2864
- LUMINAIRE NAPERT PLACE NAPERT III (418) 387-8488
- MEUBLES AUBAINES CENTRE DE DISTRIBUTION NAPERT (418) 386-2666

## PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

## 5,7 M\$ d'Ottawa à des groupes du Québec

OUTREMONT (PC) — Cinquante-deux organismes communautaires québécois se partageront 5,7 millions \$ de fonds fédéraux pour les aider à poursuivre ou encore à mettre en place 134 projets de prévention de la criminalité.

Cette aide qui fait l'objet d'une entente fédérale-provinciale en est à sa troisième année d'existence.

La liste des bénéficiaires a été rendue publique hier par le secrétaire d'État responsable de Développement économique Canada, Martin Cauchon et le ministre québécois de la Sécurité publique, Serge Ménard, dans la cir-

conscription d'Outremont représentée au fédéral par M. Cauchon.

Prenant la parole le premier, le ministre Ménard a spécifié que la sélection des projets s'était faite au Québec et que le gouvernement fédéral tenait compte du poids démographique du Québec dans l'ensemble canadien.

Le Québec a mis en place le Conseil consultatif québécois en prévention de la criminalité, qui sera présidé par Serge Bruneau, afin de conseiller le gouvernement du Québec dans les conduites à privilégier en matière de prévention de la criminalité.

L'un des projets retenus « Jeunesse et gangs de rue » s'intéresse aux jeunes qui sont à risque de devenir membres de gangs, un problème particulièrement criant dans les quartiers de Ville-roy/Petite-Patrie et Montréal-Nord où les bandes organisées seraient de plus en plus actives et violentes. Les concepteurs de ce projet disposeront de 700 000 \$ pour aider les jeunes ayant une faible estime d'eux-mêmes, et de faibles aptitudes sociales à chercher refuge ailleurs que dans un gang de rue.

Parmi les autres projets, on retrouve la Marche mondiale des femmes de

l'an 2000 organisée par la Fédération des femmes du Québec, qui obtient une aide de 50 000 \$.

Une quinzaine de maisons de jeunes bénéficieront de ce programme pour mettre en place des ateliers d'information sur, notamment les méfaits de la drogue et sur le décrochage scolaire.

Plusieurs écoles pourront former des jeunes à la résolution de conflits tandis que des personnes âgées seront initiées aux moyens à prendre pour augmenter leur niveau de sécurité.

Pour sa part, le quotidien *The Gazette* recevra 10 000 \$ pour son projet Action Against Drugs.

## FORÊTS

## Brassard à la défense de la gestion québécoise

QUÉBEC (PC) — La forêt québécoise est loin d'être aussi détériorée qu'on le prétend, estime le ministre des Ressources naturelles, Jacques Brassard. « Actuellement nous n'avons pas à avoir honte de la foresterie québécoise. Le discrédit qu'on a voulu jeter sur la forêt québécoise n'est d'aucune façon justifié », a déclaré hier le ministre.

En inaugurant la séance de la commission parlementaire qui étudiera au cours des prochaines semaines la réforme du régime forestier québécois, le ministre Brassard a souligné que les Québécois « n'ont pas à avoir honte » de la façon dont leurs forêts sont gérées.

Le projet gouvernemental mis de l'avant par M. Brassard vise néanmoins à améliorer cette gestion. On forcera notamment les détenteurs de contrats d'aménagement et d'approvisionnement forestier (les CAAF) à élaborer les plans de développement de la forêt en collaboration avec les autorités municipales, ou les communautés autochtones.

Les contrôles sur les coupes de bois seront plus sévères, les amendes aux contrevenants seront augmentées et le ministre Brassard a dit envisager la possibilité de publiciser les jugements prononcés contre ceux qui auront commis des infractions.

Dans les régions où ce sera nécessaire, les quantités de bois qu'il sera permis de couper seront diminuées. Déjà, en août, dans l'Est du Québec, le ministre a annoncé une réduction de 20 % des coupes autorisées.

Le nouveau régime forestier proposé par le ministre vise à augmenter d'ici 60 ans de quelque 10 millions de mètres cubes la production québécoise de bois.

Le projet de loi introduit le principe de la responsabilité de chacun des bénéficiaires de la forêt pour son entretien et son maintien. On y instaure notamment la responsabilité des détenteurs de CAAF à cet égard.

Notons que le Québec compte 750 000 km carrés de forêt, dont 92 % en forêt publique.

Quelque 255 détenteurs de CAAF l'exploitent et fournissent en bois 1300 entreprises dont 64 compagnies papières.

Pour sa part, la porte-parole de l'opposition libérale, Nathalie Normandeau, députée de Bonaventure, a réclamé que le régime forestier tienne plus compte des particularités régionales.

## HÉMA-QUÉBEC

## Le Bloc réclame 6,5 M\$ du fédéral

OTTAWA (PC) — À la veille de la conférence fédérale-provinciale la semaine prochaine à Ottawa, le Bloc québécois somme le fédéral de remettre la somme de 6,5 millions \$ à Héma-Québec pour financer ses activités de recherche dans le domaine de l'hématologie.

Selon le député bloquiste d'Hochelaga-Maisonneuve, Réal Ménard, Héma-Québec est victime « d'une grave injustice » car l'organisme n'a pas touché un seul sou des budgets de recherche du gouvernement fédéral, a-t-il dénoncé vigoureusement hier lors d'une conférence de presse.

« Dans un geste aussi cavalier que méprisant, le gouvernement fédéral a, depuis 1998, attribué la totalité des sommes pour la recherche sur les produits sanguins à la Société canadienne du sang, faisant fi de l'existence pourtant légitime et reconnue d'Héma-Québec. »

« Une fois encore, le gouvernement de Jean Chrétien se fait le promoteur d'un fédéralisme dominateur et autoritaire qui nie au Québec sa spécificité comme peuple, le privant de ressources dont il a pourtant un urgent besoin. »

Dans la foulée du scandale du sang contaminé, la Croix-Rouge a été démantelée et remplacée par la Société canadienne du sang. Québec a décidé de créer sa propre agence d'approvisionnement en sang, Héma-Québec.

À cette occasion, Ottawa avait déboursé 81 millions \$ pour rebâtir le système d'approvisionnement canadien en sang. Héma-Québec et la Société canadienne du sang s'étaient engagés à investir 5 % de leur budget d'exploitation à la recherche. Ottawa a prévu 25 millions \$ à cette fin depuis 1998.

Or, selon M. Ménard, Héma-Québec qui répond pourtant aux règlements fixés par Santé Canada, en a été privé. Cette « injustice » ne se justifie pas sur le plan de « la légitimité politique », a-t-il poursuivi car les Québécois « continuent de payer un certain nombre d'impôts au gouvernement fédéral. »

la Baie J'aime, j'achète!

# Clinique

## Une prime offerte seulement à la Baie

## Prime exclusive de 7 articles!

Obtenez votre prime composée de 6 essentiels beauté Clinique ainsi que d'un sac à cosmétiques très mode à l'achat de 21 \$ ou plus de produits Clinique à la Baie!

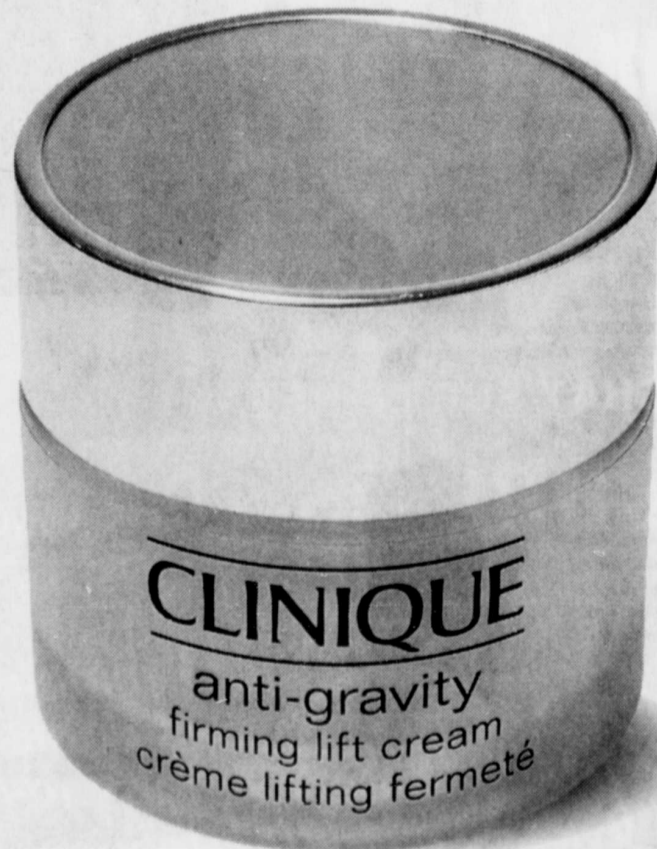
- Émulsion hydratante tellement différente;
- poudre tamisée, couleur neutre;
- stylo-brosse à sourcils, couleur Warm Brown;
- rouge à lèvres Différent, couleur Tenderheart;
- hydratant corporel Éclat fraîcheur;
- atomiseur de parfum Clinique Happy.

Une prime par personne, tant qu'il y en aura. L'offre prend fin le dimanche 24 septembre.



### Nouveau de Clinique! Anti-Gravity Crème lifting fermeté

Clinique présente un produit de soin ciblé pour les peaux mûres, tiraillées par le temps. La toute nouvelle Crème lifting fermeté Anti-Gravity de Clinique. À court et à moyen terme, cette crème hydratante intense remonte et raffermi la peau. Elle aide à dissimuler l'apparence des rides et des ridules à mesure que le tissu se resserre. Le résultat? Une peau qui a du tonus et qui rayonne! Anti-Gravity, Crème lifting fermeté, 50 ml. 47,50 \$



Nous sommes le seul grand magasin à vous donner des AIR MILES<sup>md</sup>

Les milles de récompense sont accordés mensuellement selon le total des achats, taxes non comprises. <sup>md/mc</sup> Marque déposée/de commerce d'AIR MILES<sup>md</sup> International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et la Compagnie de la Baie d'Hudson.



# Tous les ordinateurs Compaq\* sont en solde!

\*EXCLUANT LES PORTATIFS

AT&T Canada<sup>MC</sup>  
**Économisez  
100\$** dès  
maintenant

Inscrivez-vous pour un accès Internet à tarif fixe pour 1 an offert par AT&T Canada<sup>TM</sup> à seulement 22,95 \$ par mois, et recevez instantanément 100,00 \$ applicable à tout achat chez Future Shop. Voir les détails en magasin.

## COMPAQ 5BW137

Processeur Intel<sup>MD</sup> Celeron<sup>MC</sup> à 667 MHz

1370138



- MÉMOIRE VIVE 64 Mo
- DISQUE DUR 15 Go
- CD-ROM 40x
- CD-RW 4x
- CAMÉRA Internet

\*Couleurs personnalisées offertes



CHUTE DE PRIX 100\$  
**1249<sup>99</sup>**  
MONITEUR ET HAUT-PARLEURS EN SUS  
AVANT REMISE 1349<sup>99</sup>  
CHUTE DE PRIX 100<sup>00</sup>

## COMPAQ XL 204

Processeur Intel<sup>MD</sup> Celeron<sup>MC</sup> à 566 MHz

1000079



- ÉCRAN HPA 13 po
- MÉMOIRE VIVE 32 Mo
- DISQUE DUR 5 Go
- CD-ROM 24x
- MODEM V.90 56K

**1899<sup>99</sup>**

### Accessoires

### Périphériques

**Carrousels de 50 DC enregistrables de 80 minutes en couleur**

- Votre choix : paquets en rouge, jaune, bleu et vert

1000952/3/4/5

**ÉPARGNEZ 10\$**  
**39<sup>99</sup>** CH.

**Système de haut-parleurs de 3 pièces ACS33 Powercube**

- Deux haut-parleurs satellites d'extrêmes-graves

7560533 ACS33

**ÉPARGNEZ 20\$**  
**49<sup>99</sup>**

**Volant de course**

10000546

**49<sup>99</sup>**

**DELTA CD-ROM interne de 52x**

- Mémoire-tampon de 128 ko
- Temps d'accès aux données de 85 ms
- Garantie d'un an

10000808

**59<sup>99</sup>**

**Maxtor Disque dur Ultra DMA 66 de 20,4 Go**

- Vitesse de rotation de 7200 tours par minute
- Mémoire-tampon SDRAM à 100 MHz de 2 Mo
- Contrôleur matériel et logiciel pour processeurs multiples
- Concept anti-choc amélioré

33248201

**ÉPARGNEZ 10\$**  
**219<sup>99</sup>**

### Jeux pour ordinateur

**SIMS: Livin' Large**

10001261

**29<sup>99</sup>**

**Baldur's Gate II: Shadows Of Amn**

10001173

**54<sup>99</sup>**

**Age Of Empires II: The Conquerors Expansion**

10000553

**39<sup>99</sup>**

**YAMAHA Graveur interne de 8x8x24 pour DC ré-inscriptibles**

- Écriture de 8x, réécriture de 8x et lecture de 24x
- 4 Mo de mémoire-tampon
- Temps d'accès moyen de 140 ms
- Garantie d'un an

8404882

**289<sup>99</sup>**

**UMAX Lecteur optique à plat Astra 2200 avec couverture pour diapositives**

- Bouton-poussoir pour compatibilité USB et SCSI II
- Fonctionnalité à boutons-poussoirs
- Résolution optique de 600 x 1200 ppp avec mode de balayage couleur à 36 bits
- Adaptateur universel pour documents transparents acceptant les diapositives et les négatifs

2054955 2200

**ÉPARGNEZ 200\$**  
**99<sup>99</sup>**

TANT QU'IL Y EN AURA

**Panasonic Télécopieur à papier ordinaire KXFP-80**

- Mémoire pour documents de 24 pages
- Commande rotative pour sélectionner la vitesse
- Fonction de copie rehauscée
- Résolution avec échelle à 64 demi-tons de gris

03343800 KXFP-80

**169<sup>99</sup>**

**HP invent Télécopieur, lecteur optique, copieur et imprimante tout-en-un OfficeJet 600 de HP**

- Production imprimée à 600 ppp en noir et en couleur
- Vitesse d'impression de 5 ppm en noir et 2 ppm en couleur
- Technologie de lecture optique de 300 ppp à 24 bits
- Garantie limitée de 1 an

61743636 HP 01 60002

Résiné

**ÉPARGNEZ 30\$**  
**249<sup>99</sup>**

**Canon Imprimante couleur BJC-2100 BubbleJet<sup>MC</sup>**

- Imprime jusqu'à 5 ppm en noir et 2 ppm en couleur
- Qualité d'impression à résolution allant jusqu'à 720 x 360 ppp
- Impression photo à 4 couleurs
- Garantie limitée de 1 an

1908889 BJC-2100

**99<sup>99</sup>**

**Canon Imprimante Canon BJC-6100**

- Imprime jusqu'à 9 ppm en noir et 6 ppm en couleur
- Résolution d'impression atteignant jusqu'à 1440 x 720 ppp
- Compatible avec EPP et port USB
- Un an de garantie limitée

1908061 BJC-6100

**199<sup>99</sup>**

**HP invent Imprimante HP PhotoSmart P1000**

- Imprime jusqu'à 11 ppm en noir et 8,5 ppm en couleur
- Jusqu'à 2400 x 1200 ppp sur papier photo
- Photos numériques instantanées - nulle nécessité d'un ordinateur
- Branchement aux ports parallèle et USB

61708332 PHOTOSMART P1000

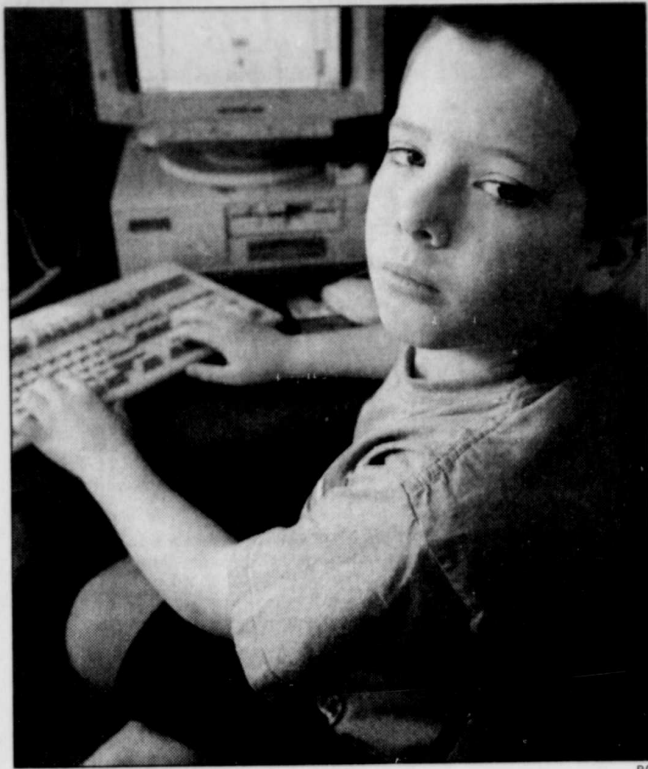
**ÉPARGNEZ 150\$**  
**449<sup>99</sup>**

Prix et produits en vigueur du 6 au 12 septembre 2000.

**FUTURESHOP**  
Vous aimerez ce que votre Future vous réserve

PLACE LAURIER 2700, boul. Laurier 650-1999  
PLACE FLEUR DE LYS 552, boul. Wilfrid-Hamel 521-3100  
CHICOUTIMI 2480, boul. Talbot (418)698-6701

\* Sur approbation du bureau de crédit. Toutes les taxes applicables doivent être payées lors de l'achat. L'entité calcule tous les mois sans déduction de la somme à condition que : (1) les mensualités mensuelles (si requises) soient versées; et (2) le solde soit payé en entier à la fin de la période couverte l'offre promotionnelle. Le TA est de 28,8%. Exemple de l'aplanissement sans intérêt pendant 12 mois : si les mensualités mensuelles totales sont de 307,33 \$ pour un achat de 1500 \$ sans versement et le solde est remboursé dans les 12 mois, l'intérêt est déduit de 170 \$ (soit total 1500 \$) pour un achat de 1500 \$. Si vous décidez de prolonger le financement sur 24 mois supplémentaires et que les mensualités mensuelles totales sont de 1111,71 \$ pour un achat de 1500 \$ sans versement, et que le solde de 1188,73 \$ est remboursé dans les 24 mois, l'intérêt total est de 844 \$ (soit total 2300,44 \$) et le TA est de 28,8%. Pour un achat de 1500 \$, les offres de paiement mensuel sont basées sur un solde mensuel et supportent que des paiements plus élevés soient effectués au cours d'un délai imparti ou les deux paiements mensuels mensuels. Les options sans intérêt ne sont pas offertes à nos clients avec cartes de crédit renouvelables pour un compte commercial. Nous nous réservons le droit de limiter les ventes à payer. Les ventes payables en dollars canadiens sont effectuées dans le cadre des devises et peuvent être effectuées dans le cadre de traitement par les banques locales. FUTURE SHOP n'est pas responsable des ventes passées des fabricants. ©2000, Future Shop Inc. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit ni en tout ni en partie, sans inclure l'attribution sur les prix, sous quelque forme que ce soit et en quelque endroit que ce soit sans l'autorisation préalable d'une autorisation écrite de Future Shop Inc. Les prix et produits sont sujets à modification sans préavis. Future Shop Inc.



Sam Preston, 9 ans, utilise un poste de travail conçu pour un adulte, ce qui n'est pas sans risque.

## MAUVAISE INSTALLATION À L'ORDINATEUR Une menace pour la santé des jeunes

■ OTTAWA (PC) — De jeunes étudiants assis devant un ordinateur avec les pieds se balançant dans le vide et le cou étiré vers l'écran cathodique représentent un problème de santé potentiel pour l'avenir, estime Alan Hedge, professeur d'ergonomie à l'Université Cornell, d'Ithaca, dans l'État de New York.

**Plus de myopie chez les jeunes utilisant un ordinateur**

« Une fois sur le marché du travail, ces jeunes seront rapidement susceptibles de développer des blessures, affirme M. Hedge. Les blessures dues à des mouvements répétitifs, appelées microtraumatismes répétés (MR), prennent dix ans à se développer. Si vous commencez à pitonner sur un clavier d'ordinateur à six ans, alors à 16 ans, vous serez un bon candidat pour les MR. »

Les années 1980 ont été marquées par une arrivée massive des ordinateurs en milieu de travail, ce qui, en retour, a provoqué une hausse toute aussi massive des microtraumatismes répétés au cours des années 90. Que peut-on attendre maintenant de l'entrée massive des ordinateurs dans les écoles au cours des années 1990? s'interroge M. Hedge.

« Les jeunes sont penchés par en avant, ce qui fait que leur dos n'a plus aucun support; leurs jambes sont ballantes; leurs bras manquent d'appui et, quand ils utilisent une souris, les muscles carpiens sont souvent étirés de façon

extrême vers l'arrière », explique M. Hedge, qui surveille l'utilisation des ordinateurs dans les écoles depuis le début des années 1990.

Ces mêmes mauvaises postures, chez les adultes, sont généralement corrigées en milieu de travail, où les microtraumatismes répétés sont déjà bien connus, mais dans le cas des enfants, on n'en tient pas compte. Quant à l'éducation ergonomique des enfants, ça n'existe pas, affirme le spécialiste. « Quand on soulève la question, on se fait répondre que rien ne prouve que ce soit un problème, alors pourquoi s'en faire? »

Les experts disent pourtant disposer de plus en plus d'informations laissant croire que de mauvaises postures de travail et une mauvaise installation des ordinateurs ont des conséquences néfastes à long terme pour les jeunes.

Ainsi, lors d'une conférence réunissant plusieurs experts dans le domaine en Californie, en décembre dernier, des spécialistes japonais ont fait état d'une augmentation de la myopie chez les étudiants utilisant des ordinateurs.

D'autres chercheurs au Canada et en Australie ont découvert que 60% des étudiants qui utilisent régulièrement un ordinateur portatif se plaignent de problèmes musculaires et de maux de dos — les premiers symptômes des MR. Les microtraumatismes répétés affectent notamment les tendons, les muscles, les jointures et de nombreux nerfs.

### Doubleurs au primaire, décrocheurs à l'université

Les élèves qui redoublent une année durant leurs études primaires risquent deux fois plus de « décrocher » au niveau universitaire. C'est du moins ce qu'indique une nouvelle étude de Statistique Canada, qui vise à identifier les facteurs déterminants du décrochage au niveau des études supérieures, un phénomène très peu étudié jusqu'à maintenant au Canada. Le centre de la statistique de l'éducation de l'organisme a procédé à cette étude en considérant les données dont il disposait sur les « sortants » du réseau universitaire en 1991 ainsi qu'en 1995. On désigne par cette expression les personnes qui ont entrepris des études supérieures, mais qui les ont interrompues sans avoir complété leur formation. Les étudiants qui ont déjà décroché temporairement avant d'obtenir leur diplôme d'études secondaires ou qui ont sauté des cours à ce niveau ont aussi plus de chance d'interrompre leurs études postsecondaires avant la fin. La probabilité est aussi plus élevée pour les élèves qui ont travaillé plus de 20 heures par semaine durant leur secondaire. Inversement, les caractéristiques sociodémographiques comme le niveau de scolarité des parents ou leur statut d'emploi, qui ont une grande incidence sur la réussite au secondaire, ne sont pas un prédicteur important de décrochage à l'université. L'étude de Statistique Canada met aussi en relief d'importantes disparités régionales en matière de décrochage. Le Québec fait bonne figure puisque le taux y est de 15%, sensiblement le même qu'en Ontario. Dans les provinces de l'Ouest et de l'Atlantique, le pourcentage d'étudiants qui disaient avoir interrompu leurs études sans diplôme était deux fois plus important. (PC)

### Paraissez plus jeune en 15 minutes!

Voici le premier agent d'augmentation injectable permanent, provenant d'Europe

**ARTECOLL®**



Renseignez-vous sur Artecoll auprès de votre chirurgien cosmétique ou composez le 1-877-Artecol (1-877-278-3265) ou à Montréal (514) 334-3830

Artecoll est le seul agent d'augmentation injectable et permanent à offrir sans danger les résultats désirés et à les maintenir indéfiniment. Artecoll peut être utilisé pour combler les rides, les lèvres, les plis nasolabiaux, corriger la dépression des commissures, les cicatrices d'acné et autres imperfections de la peau.

CONSULTATION GRATUITE SUR ARTECOLL  
AUPRÈS D'UN CHIRURGIEN COSMÉTIQUE OFFERTE PAR  
L'ENTRÉE DE NOTRE SITE WEB, AU  
[www.canderm.com](http://www.canderm.com)  
(valeur approximative de 100 \$)

Nos prix sont imbattables! Comparez, vous serez convaincu!  
Notre fameux solde annuel est de retour!

## Grande vente d'écoulement en septembre

Un mois de rabais fabuleux dans les magasins Linen Chest!

### Literie

Le plus grand choix de literie et accessoires  
**AUX PLUS BAS PRIX GARANTIS!**

Wamsutta CANNON SHEFTEX Dan River lowrence Springmaid MARIEX Fieldcrest

**Doillettes réversibles**  
Simple, double, grand  
Toutes grandeurs  
**29<sup>95</sup>**

**Ensemble de draps en percale**  
180 fils au pouce carré  
Simple **16<sup>95</sup>**

Couvre-matelas « Easy fit » - simple **9<sup>95</sup>**

SIMMONS Beautyrest Oreiller **7<sup>95</sup>**  
Oreiller de duvet blanc **27<sup>95</sup>**

Couvre-oreiller en super percale  
Assortiment d'imprimés légères imperfections paires **2<sup>95</sup>**

**Ensemble en percale**  
À partir de **6<sup>95</sup>**

Wamsutta Springmaid

### Matelas

Le plus grand choix de matelas Sealy et Simmons aux plus bas prix!  
Livraison gratuite - Installation gratuite  
Cadre de lit gratuit avec achat de matelas  
Retrait gratuit des vieux matelas

Le Charmeur **169<sup>00</sup>**  
Double **199<sup>00</sup>**  
Grand **249<sup>00</sup>**  
Posturepedic **299<sup>00</sup>**  
Double **389<sup>00</sup>**  
Grand **429<sup>00</sup>**  
Très grand **699<sup>00</sup>**

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ\* OU NE PAYEZ RIEN AVEC UN ANCIEN DÉTAILS EN MAGASIN!  
\* Nous vous accorderons une réduction de prix équivalente à la TPS et la TVQ.

### Articles maison

**KRUPS**  
Premium Machine à café **159<sup>95</sup>**

### Édredons de duvet

Le plus grand choix d'édredons de duvet et accessoires  
**AUX PLUS BAS PRIX GARANTIS!**

Édredons de duvet d'oie blanche  
Construction en cloisons  
12 po  
Simple **79<sup>95</sup>**  
Double **99<sup>95</sup>**  
Grand **109<sup>95</sup>**  
Très grand **149<sup>95</sup>**

### Bain

CANNON MARIEX  
STEVENS

Serviettes Excalibur  
Bain **6<sup>95</sup>**  
Essuie-main **4<sup>95</sup>**  
Débarbouillette **2<sup>95</sup>**

Descentes de bain **5<sup>95</sup>**  
Débarbouillettes **99<sup>95</sup>**  
Essuie-mains **1<sup>95</sup>**

Sièges rembourrés **9<sup>95</sup>**  
Sorties de bain en ratine **29<sup>95</sup>**  
Rideaux de douche en plastique variés **4<sup>95</sup>**

### Parures de fenêtres

Levolor® Holican  
HunterDouglas  
Service à domicile gratuit

Jusqu'à 60% de rabais  
**658-5218**  
Stores horizontaux et verticaux  
stores plissés • stores en bois • romains  
tentures • dentelles • cantonnières  
bouffantes • parures complexes  
tissus et plus encore!

### Couverts

Dali Matte  
couverts de style européen  
acier inox.  
10 modèles disponibles  
Ensemble de 20 pièces  
service de 4

de **99<sup>95</sup>** à **129<sup>95</sup>**

### Porcelaine

Économisez jusqu'à 50% sur la porcelaine, la verrerie, la coutellerie, les batteries de cuisine et les articles-cadeaux!

Royal Doulton • Mikasa • Wedgwood • Villeroy & Boch  
Noritake • Orrefors • Onaida • J.G. Durand  
Kosta Boda • Lenox • Waterford • Demeyere  
Lagostina • Rosenthal • Nikko • Versace • Spode  
Stuart • Atlantis et beaucoup plus!

**BOL GRATUIT** À l'achat d'un couvert à cinq morceaux

Sur les 10 meilleurs motifs, dont...

Old Country Roses  
Ens. 5 morc.  
prix sugg. **210<sup>00</sup>**  
Notre prix **104<sup>95</sup>**

Recevez 1 BOL GRATUIT D'UNE VALEUR DE 82 \$

### Articles-cadeaux

Plat à service caviar et vodka  
plaqué argent

Solde **129<sup>95</sup>**

### Lits en laiton et fer, tapis et boutique pour bébé

La plus grande sélection aux plus bas prix garantis!

STATUS lepine Morneau

### Nappes

Nappes 3M Scotchguard  
Choix de couleurs  
52 po x 70 po et 60 po x 84 po  
Notre prix **9<sup>95</sup>**

### Batteries de cuisine

T-FAL demeyere LE CREUSET  
LAGOSTINA

Phillip Richard Collection  
10 Pièces acier inox.  
18/10 batterie  
et ustensiles en prime  
Prix sugg. **260<sup>00</sup>**  
Notre prix **129<sup>95</sup>**

LES PLUS BAS PRIX GARANTIS!

## LINEN CHEST

DÉCOR DÉPÔT

PLACE LAURIER 658-5218

Nos prix sont imbattables!  
Comparez, vous serez convaincu!

Garantie  
à toutes conditions  
CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE  
Si vous trouvez la même  
marchandise ailleurs à plus  
bas prix, nous respecterons  
non seulement ce prix mais  
nous vous accorderons un  
rabais additionnel de 10%

**Dernière chance**  
**GRAND FESTIVAL**  
Chez le seul concessionnaire Volkswagen ouvert le soir  
aux pièces et au service dans la région de Québec

New Beetle GL 2000 **GRATUIT** Jetta GL 2000  
Passport Privilege VIP  
\$500 de rabais  
sur vidanges d'huile  
et autres

à partir de **21 950<sup>00</sup>** **GRATUIT** à partir de **21 170<sup>00</sup>**  
**GARANTIE DE 5 ANS**  
**100 000 km**  
sur démonstrateurs seulement  
ou modèles 1999 neufs.

à partir de **29 100<sup>00</sup>** à partir de **18 950<sup>00</sup>**  
Service de navette Rive-Nord  
et Rive-Sud  
Véhicules de courtoisie ou de  
location  
\*Transport en sus.

Le seul concessionnaire gagnant du Club de  
l'emblème Wolfsburg région de Québec. Étes-vous fait  
pour Volkswagen?  
**RINFRET** 5355 boul. de la Rive-Sud  
**VOLKSWAGEN** Lévis  
833-2133  
Le plus ouvert des concessionnaires Photos à titre indicatif

« Un mois gratuit,  
ça c'est champion! »

Joseph Boisvert,  
éleveur de champions



## Un mois de temps d'antenne gratuit !

Choisissez l'une des offres suivantes et obtenez un mois de temps d'antenne gratuit.

**200** minutes  
**20** \$ par mois

+ Option Soirs  
et week-ends illimités  
25 \$ par mois

**200** minutes  
**20** \$ par mois

+ Option Interurbains  
Canada - États-Unis  
15 \$ par mois

**400** minutes  
**40** \$ par mois

Différents forfaits comprenant plus de minutes sont également offerts.

### Aucun contrat à signer

Nokia 5190 SCP

**50** \$

Après le rabais Fido de 25 \$

Puce comprise



Appelez-le par son  
nom :

1 888 482-FIDO

[www.fido.ca](http://www.fido.ca)

**fi  
do**

L'offre « Un mois gratuit » est valide avec toute nouvelle activation d'un forfait de base SCP de temps d'antenne, avec ou sans option, dont le montant total s'élève à un minimum de 35 \$ par mois. Cette offre ne comprend pas le temps d'antenne excédant votre forfait, ni le temps d'antenne en mode analogique, ni les frais d'interurbain. Pour être admissible à cette offre, votre service doit demeurer activé pendant 60 jours consécutifs. Le crédit sera porté à la troisième facture. Dans le cas d'une migration de forfait de temps d'antenne au cours des deux premiers mois suivant l'activation, le crédit sera appliqué au total le plus bas. L'option Soirs et week-ends illimités est prévue pour une utilisation normale. Pour l'option Interurbains Canada - États-Unis, les 200 minutes de temps d'antenne sont applicables à votre forfait mensuel. Quant à l'offre de l'appareil Nokia 5190 SCP, un crédit de 25 \$ sera porté à la première facture. Pour être admissible à l'offre Nokia, votre Service Fido® doit demeurer activé pendant 30 jours consécutifs. Ces deux offres sont valides du 14 août au 15 octobre 2000, ou jusqu'à épuisement des stocks, et ne s'appliquent pas aux Services personnalisés ni au Service Fidomatic™. Détails en magasin. Fido et Fidomatic sont des marques de commerce de Microcell Solutions Inc.

**fido LES MAGASINS**

- Place Sainte-Foy, édifice des Ailes de la mode, en face du Beaugart
- Place Laurier, en face du magasin Le Château, 1<sup>er</sup> étage
- Galeries de la Capitale, 2<sup>e</sup> étage

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Québec :

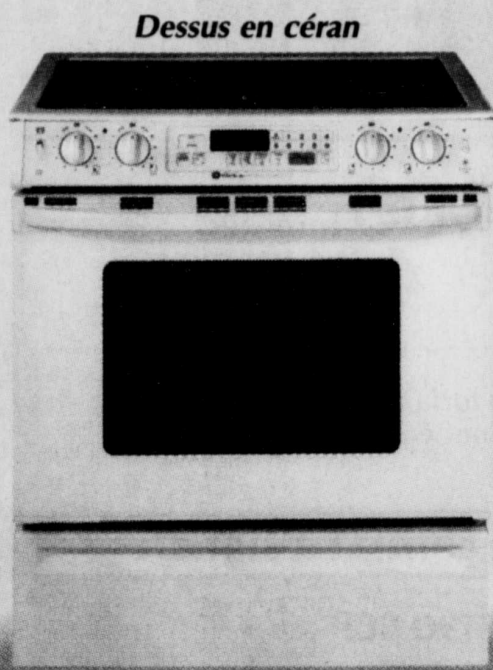


000\$

# Amphonie des Couleurs



**MAYTAG**

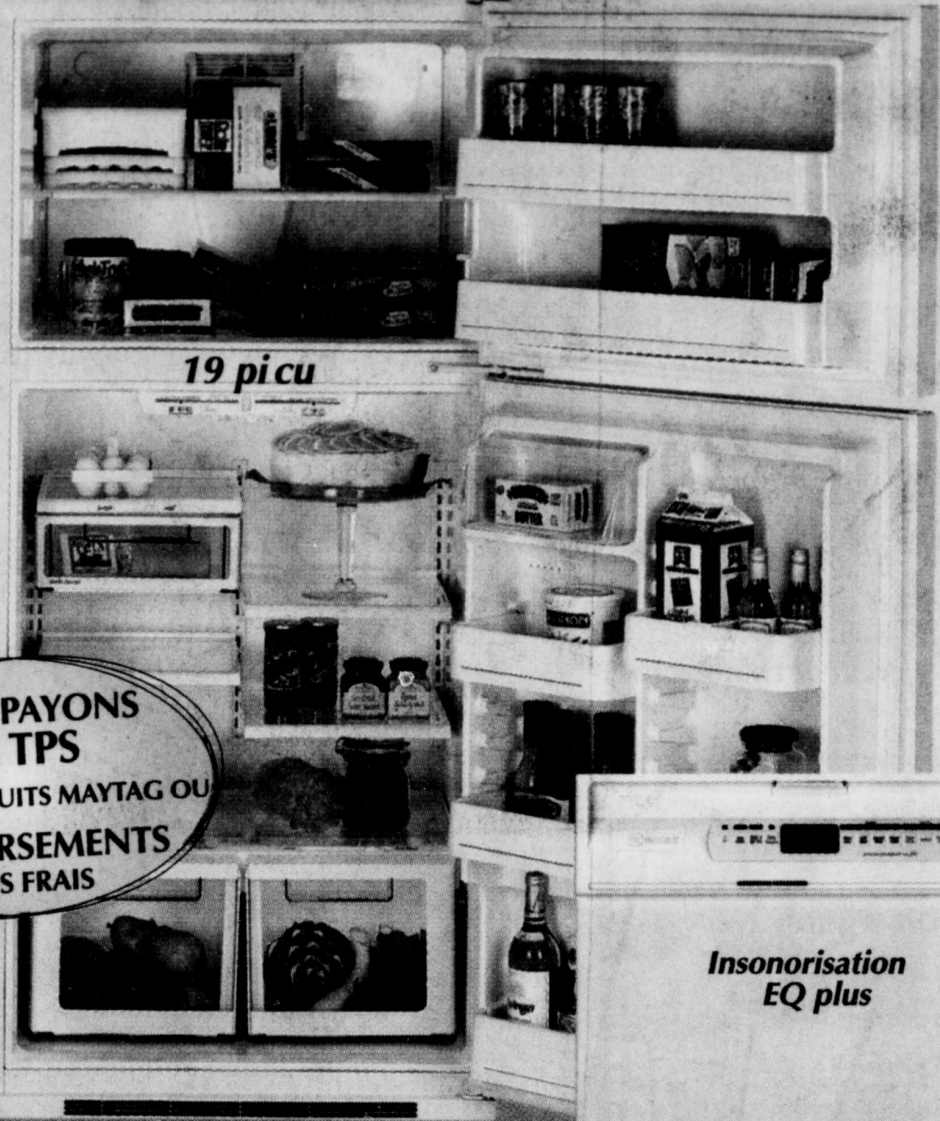


Dessus en céran

**Cuisinière (247358)**  
 • Cuisinière encastrable • Four autonettoyant • Contrôle à l'avant  
 • Dessus en vitro-céramique (céran)  
 • Grand hublot • Lecture électronique de la température du four



**Cuisinière « Gemini » (247356)**  
 • 2 fours autonettoyants  
 • Horloge électronique  
 • Élément « Dual Choice »



19 pi cu

**NOUS PAYONS LA TPS SUR LES PRODUITS MAYTAG OU 24 VERSEMENTS SANS FRAIS**

**Réfrigérateur (247293)**  
 • 4 demi tablettes en verre coulissantes  
 • Bac à viande contrôlé • Insonorisation EQ Plus  
 • Balconnets ajustable dans la porte  
 • Panier coulissant dans le congélateur



Insonorisation EQ plus

**Lave-vaisselle (247342)**  
 • Encastré • 11 touches  
 • Option de démarrage différé  
 • Panier supérieur réglable  
 • Disponible en noir, blanc ou bisque



**Cuisinière (238816)**  
 • Cuisinière 30 po • Dosseret en verre  
 • Porte en verre • Surface relevable  
 • Une prise de courant



18 pi cu  
Tablettes de verre



**Laveuse (258502)**  
 • Super capacité  
 • 6 cycles  
 • 4 choix de température  
**449\$**

**Sècheuse (257574)**  
 • Extra grande capacité • 4 cycles  
 • 3 choix de température  
**399\$**

**NOUS PAYONS LA TPS SUR LES PRODUITS WHIRLPOOL OU 24 VERSEMENTS SANS FRAIS**

Super capacité

**539\$**  
 24 VERSEMENTS 22\$ SANS FRAIS  
 NOUS PAYONS LA TPS OU

**779\$**  
 24 VERSEMENTS 32\$ SANS FRAIS  
 NOUS PAYONS LA TPS OU

**Réfrigérateur (258877)**  
 • 18 pi cu  
 • Tablettes de verre • Bacs à légumes et à viande

**849\$**  
 L'ens. 24 VERSEMENTS 35\$ SANS FRAIS  
 NOUS PAYONS LA TPS OU



**A M E U B L E M E N T S T A N G U A Y**

Ouvert le dimanche

COMMENCEZ À PAYER EN MARS 2001\*

Sous réserve de l'approbation du service du crédit, ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.

**LES SAULES**  
 100, boul. de l'Oratoire  
 1 800 463-4411 • (418) 871-4411

**BEAUPORT**  
 535, boul. Sainte-Anne  
 1 800 563-6282 • (514) 667-6282

**LÉVIS**  
 5770, boul. Honoré-Bélair (angle Kennedy)  
 1 800 563-4511 • (418) 833-4511

**SAINT-GEORGES DE BEAUCE**  
 895, boul. Lacombe  
 1 877 295-4411 • (418) 726-4411

**POINTE-AU-PÈRE**  
 277, boul. Sainte-Anne, Regle 1-2  
 1 800 463-4411 • (418) 725-4411

**RIVIÈRE-DU-LOUP**  
 715, Hôtel de Ville  
 1 800 510-4711 • (418) 867-4711

**TROIS-RIVIÈRES**  
 2700, boul. des Pécollets  
 1 800 465-2200 • (819) 373-1111

**CHICOUTIMI**  
 1900, boul. Lathor  
 1 800 363-7111 • (418) 638-7111